

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspond. de LÉONARD, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Session de 1847.

M. Fresneau, préfet du département, a ouvert les séances du conseil général par un exposé très détaillé de ses vœux particuliers sur l'administration du département, sur les améliorations à y introduire et qui ont déjà reçu un commencement d'exécution. Après avoir rappelé les difficultés que présente en général l'administration d'un département et en particulier celui de la Corse; après avoir constaté que les progrès à accomplir sont de deux espèces, progrès matériels et progrès moraux, il continue ainsi :

« En vous entretenant l'année dernière de la situation déplorable de ce département, des crimes nombreux qui s'y commettent, de l'absence de toute sécurité pour des familles entières dans plusieurs contrées des arrondissements de Sariene, d'Alajaccio et de Corte, j'attribuais la cause de cet état affligeant à l'ignorance, aux préjugés des habitants des campagnes, tristes effets de l'isolement et de l'oisiveté dans lesquels ils vivent. Je l'attribuais principalement à l'impunité presque assurée aux auteurs de tous ces crimes. Je disais que pour attaquer le mal dans sa racine, il fallait s'attacher à réformer les mœurs des populations rurales; créer, multiplier les voies de communication; favoriser le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture. J'ajoutais que les mœurs des peuples insulaires ayant toujours un type particulier, un caractère qui leur est propre, les lois, les institutions des autres nations ne pouvaient quelquefois toutes leur convenir, et qu'il serait peut-être nécessaire de suspendre momentanément quelques unes de celles qui ont été appliquées à la Corse; d'en créer, d'en remettre quelques autres en vigueur; je demandais enfin plus d'énergie, plus d'activité dans la force publique, plus de sévérité dans l'application des lois pénales.

« Cet exposé, Messieurs, n'était que l'expression d'opinions qui me sont personnelles et que je croyais devoir soumettre à votre examen afin que nous puissions, si vous les approuvez, agir de concert pour arriver plus sûrement aux résultats désirés. Vous en avez adopté une partie et rejeté l'autre; mais parmi les mesures générales qui ont obtenu votre assentiment, il en est une dont l'application n'est pas précisément le ressort de mes attributions, et que je n'ai pu indiquer que sous la forme d'un avis. Je me suis donc particulièrement occupé de celles dont la mise à exécution m'est spécialement confiée et qui rentrent pour la plupart dans le cercle des améliorations matérielles, me réservant d'appeler sur les autres l'attention de l'autorité supérieure.

« Vous savez, Messieurs, que de toutes les améliorations qu'on peut apporter à l'état matériel de la Corse, j'ai toujours placé en première ligne la création de chemins vicinaux, comme la plus propre à hâter la civilisation. On aurait pu croire en effet sur le continent, qu'il n'existe pas de chemins vicinaux dans ce département; que ceux auxquels on donne ce nom sont que des sentiers à peine tracés au milieu des montagnes et praticables uniquement pour les hommes, les chevaux et les mulets du pays; que jamais une voiture n'a pénétré dans l'intérieur d'un village, si ce n'est dans ceux qui se trouvent traversés par quelques routes royales, encore bien imparfaites, que nous possédons. C'est qu'en effet, la nature semble s'être refusée à ce que la Corse puisse jouir de bonnes voies de communication. Aussi l'on a-t-elle de chimérique, de rêve, le projet de créer des chemins carrossables dans cette lie. On s'est figuré sans doute que je voulais faire arriver les voitures jusque sur la pointe des montagnes où sont placés quelques villages, et leur faire parcourir les 1277 chemins classés par les 33 communes

imposées à la prestation dans ce département. Non, Messieurs, je ne veux faire que ce qui est possible en l'expropriation.

« Toutes ces résistances, Messieurs, ne m'inquiètent nullement. Je suis certain qu'elles cesseront le jour où le village récalcitrant verra le village voisin plus qu'on ne le croit généralement. J'en ai la conviction d'après les études faites et les travaux qui ont été exécutés depuis deux ans; et surtout d'après l'empressement que les populations ont mis à entrer dans nos rangs. Sous ce rapport, j'éprouve une vive satisfaction à déclarer, mes espérances ont été dépassées. Presque partout, non seulement les communes ont voté le maximum de la prestation en argent et en nature, mais plusieurs se sont en outre imposées extraordinairement; d'autres ont offert 6, 8 et jusqu'à 10 journées de travail. Une souscription à Corte a produit près de 5,000 fr. De simples particuliers ont fait des sacrifices considérables. L'an dernier 17 communes seulement avaient donné le terrain sur lequel doivent passer les chemins, maintenant nous en comptons 127; et quoique le service de la vicinalité ne soit pas encore régularisé comme il pourra l'être, nous avons pu tracer en totalité ou en partie quatre-vingt-quatre chemins, sur une longueur de 313,093 mètres, en ouvrant quatre-vingt-deux, sur une longueur de 137,618 mètres, ayant tous sinon la largeur prescrite de six mètres, du moins une direction et des pentes régulières, 136,014 mètres sont déjà livrés à la circulation.

« C'est peu sans doute, Messieurs, en raison de la tâche immense que nous avons entreprise; mais nous commençons, et si avec de faibles moyens nous avons pu faire exécuter ces travaux, nous devons espérer mieux de l'avenir, aujourd'hui que nos ressources sont assurées; car vous le savez, Messieurs, ce n'est pas en vain que vous avez renouvelé le vote de l'impôt de 15 centimes. Rejeté par le pouvoir législatif en 1846, appuyé par nos députés et par tous les hommes puissants qui s'intéressent à notre département, cet impôt, déclaré par vous le plus urgent de tous ceux que vous aviez voté dans la même session, vient d'être autorisé par la présentation de M. le ministre de l'intérieur; et je dois le dire à l'éloge de la Corse, jamais impôt n'a été accueilli avec plus de faveur.

« Vous n'avez exprimé qu'une vérité, Messieurs, en signalant l'urgence de cette imposition; car si elle eût été encore repoussée, il eût fallu immédiatement désorganiser le service de la vicinalité, renoncer à tous nos projets, et revenir au système suivi précédemment. Vous savez ce qu'il a produit. C'eût été décourager les communes, aujourd'hui si bien disposées, et dont plus tard il eût été peut-être bien difficile de ranimer le zèle. Le mal eût été irréparable.

« Cependant, je ne veux pas le dissimuler, quelques communes ne sont pas encore convaincues de tous les avantages que l'on peut retirer de bons chemins vicinaux. Les unes sont effrayées de la perspective de 6, 8, 10 années de travaux, du prolongement qu'il faut nécessairement donner au parcours pour diminuer la rapidité des pentes. Elles préfèrent porter sur leurs sentiers escarpés des terres que les pluies torrentielles enlèvent pendant l'hiver et recommencer tous les ans le même travail. D'autres ne veulent pas consentir à céder les terrains nécessaires pour la construction des chemins, quand on les obtient dans des départements où les terres ont dix fois plus de valeur qu'en Corse. Ces populations ne savent pas que dans dix ans avec de bons chemins, leur commune aurait changé d'aspect, que les propriétés auraient doublé de valeur, et qu'avec une voiture et un seul cheval, elles transporteraient facilement un poids plus considérable qu'elles ne peuvent le faire maintenant avec six chevaux. Mais ce que j'ai vu avec le plus de peine, c'est que des hommes notables, influents, riches, aient refusé de faire l'abandon de quelques ares, de quelques mètres de terrain, dans un intérêt personnel mal compris, ou par esprit de parti, d'opposition contre le maire, l'agent-voyer ou tout autre, et qu'il

M. Bonfante, contreleur des contributions directes de troisième classe, passe en la même qualité dans le département de la Corse, où ses services ont été jugés utiles. Son successeur n'est pas encore désigné.

* (Gleaner des Alpes.)

Par un arrêté de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 22 octobre dernier, M. Progher Sauveur, vérificateur des poids et mesures à Calvi, a été nommé en la même qualité à Bastia, en remplacement de M. Sanremo, décédé.

M. Le Surruier, nouveau directeur des études de la Corse, est arrivé à Ajaccio par le dernier paquebot de la correspondance. (Journal de la Corse.)

Mgr Casanelli d'Istria, évêque du diocèse a nommé M. l'abbé Spinosi, chanoine-honoraire de sa cathédrale.

Cette nomination généralement applaudie, est la récompense de longs et honorables services.

A Parme le 12 octobre, les Autrichiens en sont venus aux mains avec les dragons et par suite avec le peuple. Ce dernier quoiqu'il n'ait pas à se louer des dragons, a pris leur parti, parce qu'ils sont italiens. Les Autrichiens arrêtaient huit personnes. La population se souleva hors et jetait des pierres tout ce qui lui tombait sous les mains sur les Autrichiens. Ils ne purent garder qu'une personne, les autres prirent la fuite.

Pendant le court séjour à Livourne de la corvette à vapeur le Titan, le comte de la Rochefoucauld chargé d'affaires de France à Florence, a eu plusieurs entretiens avec S. A. le prince de Joinville. Le vaisseau le Jupiter a quitté Portoferrajo pour retourner à la Spezia, où se trouvera toute la flotte française. On

EN VENTE À LA LIBRAIRIE FABIANI.

Une brochure in-8° en vers italiens, ayant pour titre

IL POETA ESULE ITALIANO

Par G. P. BONGHETTI

Prix : 1 fr.

ALMANACCO

PER L'ANNO BISESTILE

1848.

DEL GRAN PESCATOR DI CHIARAVALLE,

Con l'aggiunta di varie Poesie, etc.

Prezzo 10 cent.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Le public est prévenu qu'il sera procédé le 18 novembre prochain, à midi précis, en l'hôtel de la mairie de la ville de Bastia par une commission instituée par M. le Ministre de la guerre, à l'adjudication de la fourniture du chauffage et de l'éclairage aux troupes et aux corps de garde, dans la 17^e division militaire, du 1^{er} janvier 1848 au 31 décembre 1852.

Les personnes qui désireraient y concourir, sont invitées à prendre connaissance du cahier des charges et de l'instruction arrêtée par M. le Ministre de la guerre, le 5 octobre courant, dans les bureaux des sous-intendants militaires en résidence à Bastia et à Ajaccio et dans ceux de M. le Sous-Prefet de Sariene et de MM. les commandants des places de Corté, Calvi et Bonifacio. Ces documents non-seulement font connaître les conditions d'après lesquelles le service devra être exécuté, mais encore toutes les formalités à remplir par les concurrents pour pouvoir soumissionner la fourniture ainsi que le modèle de marché sur lequel doit être établie la soumission définitive.

Les négociants, les capitalistes et les propriétaires fonciers seront admis à soumissionner aussi bien que les personnes qui s'occupent tout spécialement du commerce des bois et charbon.

Bastia, le 18 octobre 1847.

L'Intendant Militaire de la 17^e division,
L. M. GUILLABERT.

La continuation de la vente aux enchères publiques par adjudication volontaire des biens immeubles du sieur Antoine-Marie Firpi de Bastia, aura lieu le samedi, 6 novembre prochain, à 11 heures du matin en l'étude de M^r Vincent Guasco, notaire à Bastia, rue Spinola.

On mettra aussi en vente sous les mêmes charges et conditions imposées pour les autres biens du dit sieur Firpi, sa grande propriété consistante en terrain labourables avec oliviers, mûriers et amandiers, terrain provigné, prés, terrains marécageux, maison composée de rez-de-chaussée et deux étages, et enfin une autre maison servant d'écuries et de magasins à fourrages situées au lieu dénommé Fornacina, territoire de Furiani, canton de Borgo.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Portoferrajo, 7 octobre, bat à vap. Létizia, c. Bertocci, passagers.
De la mer, 7 id. frégate à vapeur de l'Etat Vauban, c. de vaiss. Saulmier de Vauchelle, militaires condam.
De la mer, 7 id. bat. à vap. de l'Etat Liamone, c. de Correll, lieutenant de vaisseau.
Livourne, 8 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, blé et passagers.
Mételin, 9 id. bombarde Bonne-Elise, de 68 tx, c. Santi, huile.
Ajaccio, 10 id. bat. à vap. Létizia, c. Bertocci, pass.

MAGNÉSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

2 Fr. 50 c. le Flacon, absorbe les aigreurs et facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^{te}.

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, en régularisant les fonctions de l'estomac et des intestins, détruit la constipation, guérit la diarrhée et la dysenterie, les maladies nerveuses, les gastrites, gastralgies, rétablit la digestion, prévient la langueur, le débilement, la débilité, abrège les convalescences 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant le cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. (8256.)

avant. Les minotours en sont bien boisés et couronnés par des collines qui s'élèvent en amphithéâtre autour de ses eaux dormantes.

En côtoyant l'île de Wight, au Nord, l'on aperçoit un joli château de style saxon tout couvert de lierre et sur lequel flottait avec fierté le drapeau d'Albion. Un peu plus loin, et au fond d'une anse fort gracieuse, s'élève sur l'une des collines qui la dominent la nouvelle résidence de la reine d'Angleterre Osborne-House. Enfin le joli village de Wight est le dernier que l'on visite dans cette excursion fluviale, comme celui qui fait face à l'entrée du Portsmouth. Aussitôt arrivé dans ce port naval je m'empressai de visiter quelques amis qui y étaient en villégiature. — Descendu à George-Hôtel, High Street, où je pris le thé, je m'informai de la direction à suivre, et à 7 heures j'étais rendu à Portland-place 18, South-Sea, où je serai la main de personnes heureuses de me revoir après 9 mois d'absence.

Je fus accueilli avec la plus grande bienveillance, et il n'est pas d'attention dont l'hospitalité britannique ne m'ait comblé en cette circonstance. Le lendemain matin, après avoir jeté un coup d'œil sur la rade, le port et les redoutables fortifications qui en défendent l'entrée étroite, je me dirigeai une seconde fois vers Southampton, accordant ma préférence dans cette occasion à la voie de terre, c'est-à-dire, au chemin de fer, grâce auquel je parcourus la distance en une heure de temps. — A deux heures de l'après-midi j'étais à bord du *Dea*, et à 4 heures moins 14 ce bateau faisait route pour sa destination. Le soir, vers les 6 heures, l'on nous servit à dîner. La mer était jusqu'à la favorable aux goûts gastronomiques des convives, mais nous étions encore en rivière....

Cependant, ce beau temps ne se démentit pas, et le lendemain 18 l'on pouvait dire qu'il faisait encore plus beau, quoique nous eussions déjà une légère mer d'ouest, avec une petite brise soufflant dans la même direction, et par conséquent, contraire à notre navigation. — À dix heures du matin, c'était un dimanche, il y eut revue et appel de tout l'équipage. — À 11 heures l'on assista au service divin, célébré, cette fois, avec plus de pompe que de coutume, par les pasteurs protestants que nous avions à bord, et à la tête desquels figurait l'évêque anglican de la Jamaïque. — Quoique le service fût célébré avec toute l'union et le respect désirables, soit préjugé de ma part, soit autrement, je trouvais que le jeune célébrant avait en lui quelque chose de trop mondain pour un lévite du Seigneur. Son regard paraissait d'autant plus voluptueux qu'il l'armait parfois d'un de ces regards si à la mode en France parmi nos lions. — Ce fut là ma première impression, elle pouvait être fort injuste; et, à ce propos, je me rappelle de deux passages de l'évangile que tu me permets de citer afin de faire amende honorable sur ce que je viens de dire : « Ne jugez pas, et vous ne serez point jugés? — Avant de dire, mon frère, laissez-moi ôter la paille que tu as dans ton œil; ôtez donc la poutre que vous avez dans le vôtre.... »

Après la prière vint le goûter, qui avait lieu tous les jours, régulièrement, à midi; à 4 heures l'on servit le dîner, et, à sept ce fut l'heure du thé. — Tous ces repas me parurent être proprement et abondamment servis, quoique toute espèce de liqueur, l'eau exceptée, se payât à part. — Les convives étaient près de cent. Ils auraient été plus nombreux si l'on y avait admis les enfants qui prenaient leurs repas, à part, avec les hommes et les valets de chambre, une heure avant les autres. Leur table se composait d'une 30^e de personnes. — Il y avait donc huit tables à servir par jour; ce qui n'était pas une petite besogne.

Nous étions en tout cent-vingt passagers; dont dix appartenaient à la marine royale et prenaient leurs repas avec des officiers et des matelots du bord, suivant leurs grades respectifs. — Il y avait en outre plusieurs autres tables; et pour les officiers mécaniciens, et pour les stewards et pour les sous-officiers, et pour les contre-maitres, et pour les servants, et pour les cuisiniers, etc., etc. car tout ce monde-là observe scrupuleusement la hiérarchie, et ne se mêle jamais, ni avec ceux qu'il considère comme au-dessus de lui, ni avec ceux qu'il place au-dessous de sa personne : c'est la société anglaise transportée sur un vaisseau, voilà tout; rien ne saurait la faire déroger aux idées et aux usages de la mère-patrie.

Le 19 suivant le temps se gâta. — Tout à-coup le bruit se répandit que nous aurions un orage. La colonne barométrique était subitement tombée, et l'équipage semblait se disposer froidement à la rencontre de quelque grande tempête. Nous étions alors par le parallèle du golfe redoutable de Gascogne.

Vers midi, tout l'horizon s'assombrissait; la pluie commença à tomber et la mer à baigner le pont de ses vagues courroucées. A une heure pomeridienne je fus obligé de me coucher. Le vent et la mer d'ouest avaient considérablement grossi. — Les hauts-mâts furent abaissés et les voiles de fortune remplacèrent les voiles ordinaires. Un rouli affreux me balançait de la tête aux pieds. La nuit se présentait fort mauvaise, et elle le devint en effet.

Pendant que tout était désordre et confusion dans ma cabine, pendant qu'aucun meuble ne pouvait tenir en place sur l'entrepont, les cris plaintifs des ôies jetées au-dessus de ma tête, et le bruit d'enfer qui avait lieu auprès de la machine étaient les seuls échos qui venaient se mêler au bruit des vagues, aux sifflements du vent aux milieu d'une ténébreuse nuit.

De peur de faire de cette lettre un volume, je m'arrête, prêt à faire passer la suite, etc. etc. à un autre papier.

don y passer l'hiver et deux nouveaux vaisseaux doivent venir la renforcer et porter le nombre des navires à dix.

M. le comte Bresson, ambassadeur de France à Naples, a quitté Rome, le 22 octobre pour cette première ville.

Presque tous les soirs des rassemblements très nombreux continuent à avoir lieu à Turin pour chanter l'hymne de Pie IX.

Un nouveau département ministériel vient d'être créé à Florence, celui de grâce et de justice. Le nombre des ministres est ainsi porté à cinq.

On assure que Pie IX est sur le point de publier un édit qui ordonnera aux couvents de mettre à la disposition du gouvernement une partie de leurs bâtiments pour servir de local aux différents bureaux des administrations, ces bureaux coûtant aujourd'hui à l'Etat près de cent mille écus de loyer par an.

D'après une notification du nouveau ministre de grâce et de justice de la Toscane une réforme complète va être faite dans la police.

En attendant cette réforme, le corps des agents de police, existant aujourd'hui est supprimé. Les carabinières royaux sont chargés provisoirement de remplir les fonctions qui appartenaient aux agents supprimés.

Le 29 octobre la frégate à vapeur le *Descartes*, a déposé à Livourne Ibrahim-Pacha, qui s'est trouvé souffrant qu'il n'a pu continuer sa route pour Marseille.

Depuis le 28 octobre, le calme était rétabli à Turin, non par suite des répressions violentes de la police, mais par la volonté des habitants. Toutefois la contenance de la population indiquait son mécontentement. C'est alors que le 30, la *Gazette Piémontaise* a publié un long article qui est comme le programme des réformes que le roi consent enfin à accorder. Ces réformes concernent surtout l'administration de la justice. Les tribunaux exceptionnels sont abolis. Un nouveau code de procédure pénale, consacrant la publicité des débats a été signé par Charles-Albert. L'administration générale du royaume reçoit aussi d'importantes améliorations. La police est réformée. L'administration communale et provinciale est améliorée. Des conseils municipaux sont établis et nommés par voie d'élection. Enfin la presse elle-même reçoit quelques libertés qui la mettront à même de s'occuper des intérêts du pays.

Cette importante publication qui ouvre pour le Piémont l'ère des progrès et le place sur le même pied que la Toscane et les États de l'Eglise, a été accueillie avec enthousiasme par les habitants de Turin. La ville a été spontanément illuminée. De nouvelles fêtes étaient préparées. La ville de Gênes préparait une réception solennelle au roi, qui passe le mois de novembre dans cette ville. Toutes les personnes arrêtées lors des derniers troubles de Turin ont été remises en liberté.

Nous apprenons une triste nouvelle de Rome. Le cardinal Ferretti a décidé de donner sa démission. On parle du cardinal Amat pour le remplacer. En revanche deux chefs du parti rétrograde, l'un le sous-secrétaire d'Etat Santasio, le second employé dans le même poste, Massoni, se sont retirés des affaires. Cette double retraite a été accueillie avec une grande joie à Rome.

Les tentatives faites par le duc de Modène pour prendre possession des districts du duc de Lucques, qui lui reviennent d'après les traités de 1815, ont causé une vive irritation dans ce pays. La population tout entière est en armes et ne veut point reconnaître le duc de Modène. On espérait que les démarches du duc de Toscane parviendraient à prévenir cette réunion tant redoutée et maintiendrait ces pays dans la possession de la Toscane.

ÉCOLE NORMALE SECONDAIRE D'AI

Les jeunes gens qui désirent se vouer à la carrière de l'enseignement, sont informés que l'École Normale Secondaire instituée à Aix par l'arrêté ministériel du 22 septembre dernier, en exécution de l'ordonnance royale du 6 décembre 1845, sera ouverte le 1er jan-

vier 1848, les bâtiments et le mobilier n'ayant pas pu être prêts pour le 1er novembre prochain.

Cette école est spécialement destinée à former des maîtres élémentaires pour les collèges royaux, des régents pour les collèges communaux et des maîtres d'études pour ces deux sortes d'établissements.

Les conditions d'admission sont :

- 1° D'avoir pas moins de 16 ans révolus; ni plus de 25.
- 2° D'avoir été vacciné et de n'être atteint d'aucune infirmité qui rende impropre aux fonctions de l'enseignement.
- 3° D'avoir terminé les études classiques; — cependant, pour cette première année, il suffira d'avoir achevé la rhétorique.

Il subiront des épreuves écrites et orales, destinées à constater si leurs études ont été sérieuses et suffisantes, et à préparer le classement de ceux qui, ayant satisfait à ces examens, seront définitivement admis à l'École.

Pour cette année, les épreuves auront lieu dans le local même de l'École, et elles commenceront le 3 janvier prochain, entre tous les candidats qui auront demandé leur admission.

Le prix annuel de la pension est de 600 francs, y compris les fournitures ordinaires de livres et de bureau. Mais les élèves qui, par le résultat des épreuves dont il vient d'être parlé, auront montré le plus d'instruction et d'aptitude pour l'enseignement, ou qui, par leur caractère et par leur conduite, paraîtront avoir des dispositions spéciales pour la tenue des salles d'études et pour les soins qu'exige l'éducation morale et religieuse des enfants, pourront obtenir des bourses ou des fractions de bourses.

Les bourses et fractions de bourse, dont il sera disposé à l'ouverture de l'école, sont au nombre de dix-neuf, savoir : deux bourses entières, deux trois-quarts de bourse, quinze demi bourses.

Comme les travaux de l'école, pendant cette première année, auront principalement pour objet de compléter et d'approfondir l'étude des matières comprises dans le programme du baccalauréat-ès-lettres, il n'y aura pas de division entre élèves qui se destineront à l'enseignement des sciences et ceux qui viseront à celui des lettres; tous suivront, indépendamment d'un certain nombre de cours de la faculté des lettres, les conférences de philosophie, de littérature grecque, latine et française, d'histoire, de pédagogie, de mathématiques élémentaires, de physique, de chimie et d'histoire naturelle qui seront organisées dans l'école. Mais à partir du mois de novembre 1848, il sera formé deux divisions distinctes, dont l'une dirigera ses études vers le baccalauréat-ès-sciences et l'autre vers la licence-ès-lettres, sans préjudice des exercices qui pourront leur rester communs comme ceux de pédagogie, d'instruction religieuse, etc.

Indépendamment de ces moyens et facilités d'instruction, les élèves qui contractent l'engagement de servir pendant deux ans dans l'université, jouiront, dès leur entrée à l'école, de l'avantage d'être exemptés du service militaire et, à leur sortie, de celui d'être placés dans les collèges d'une manière conforme à leur aptitude.

Fait à Aix, le 14 octobre 1847.
Le recteur de l'Académie d'Aix.
DEFOUGÈRES.

NOUVELLES DIVERSES.

M. le ministre des affaires étrangères a reçu des consuls et agents français dans l'empire russe des renseignements sur le choléra, sur sa marche, sur les particularités qu'il présente. Il résulte de l'ensemble de ces documents que le fléau offre des caractères moins graves que lors de sa première apparition en Russie.

On assure que M. César Cantu, le célèbre historien italien, par suite des discussions qu'il a eues avec le gouvernement autrichien, va quitter Milan pour venir habiter Paris.

On prépare en ce moment au ministère de l'intérieur un projet de loi sur la mendicité, qui sera présenté aux chambres dans la session prochaine.

On va faire, par ordre de M. le ministre de l'intérieur, le recensement de tous les aliénés qui se trouvent dans les différents hospices de France.

Par le *Sara-Suñis*; on a reçu les correspondances de New-York jusqu'au 6 octobre, et de Mexico jusqu'au 19 septembre. Elles portent la nouvelle importante de la prise de Mexico par les Américains.

arrivé de Berne hier à onze heures du matin, a apporté à notre conseil d'Etat l'ordre donné par le vovori de la mise sur pied de cinquante mille hommes.

Cet ordre est motivé par le refus qu'auraient fait les états du *Sunderbund* de recevoir les représentants fédéraux et de laisser publier la proclamation de la Diète, au peuple des sept cantons.

En conséquence, notre conseil d'Etat a décidé que le premier bataillon de contingent et une batterie d'artillerie attelée entreraient en caserne. Cette décision a été exécutée aujourd'hui dès 7 heures du matin. Le casernement des sous-officiers du 2e bataillon du contingent aura lieu demain.

Le projet de loi, ouvrant un crédit de 120,000 fr. au conseil d'Etat pour dépenses militaires, a été voté par le grand conseil dans sa séance d'hier soir.

(Impartial.)

NAPLES, 21 octobre. — Dans la soirée du 19, le télégraphe a annoncé l'arrestation du baron Longobucco, l'un des chefs de l'insurrection calabraise, il est probable qu'au moment où je vous écris, il a été fusillé. Neuf de ses compagnons étaient parvenus à se jeter dans une chaloupe de la douane et allaient gagner le large, lorsque un détachement de troupes royales s'est mis à leur poursuite. Un combat des plus acharnés s'est alors engagé des deux parts, mais forcés de céder au nombre, les compagnons de Longobucco ont dû se rendre.

On assure que le roi, après avoir été informé de cette affaire, a envoyé de secrètes instructions à la cour martiale, que nous avons cru dissoute, à tort, afin que le chef fût condamné à mort et ses compagnons aux fers. Je puis vous assurer que les dix personnes mises hors la loi par le général Landi se sont sauvées en pays étrangers.

Des chefs de l'insurrection il ne reste donc plus qu'à présent que Jean-André Romeo dont on ignore la position, le baron Plotino et son frère, qui sont à la tête d'une bande d'insurgés dans le bois de la Sila. Mais que pourront-ils contre les forces imposantes du gouvernement napolitain! On peut donc considérer aujourd'hui l'insurrection comme terminée, à moins que de nouvelles circonstances imprévues ne viennent la ranimer.

Mais la fermentation des esprits est loin d'être assoupie. On est venu à bout, par la force brutale, du mouvement armé réformiste, mais aucune force ne pourra vaincre la révolution morale qui marche toujours à grands pas. On tue les hommes par le sabre et le canon, mais on ne tue pas une idée! L'idée réformatrice a été semée, elle germera, soyez en sûr, elle triomphera tôt ou tard du régime de compression et de terreur qui essaie vainement de l'étouffer.

Sur tous les points de la Calabre et des Abruzzes qui ont été soumis aux troupes royales, les habitants ne cessent de se plaindre. C'est qu'en effet, les soldats, considérant ces contrées comme des pays conquis, se livrent aux plus déplorables excès, il n'est pas de brutalité dont ils ne se rendent coupables contre les personnes et les propriétés.

Plusieurs journaux ont prétendu à diverses reprises que Sant'Angelo et Delcarretto avaient conseillé au roi d'entrer dans la voie des réformes; ce fait est entièrement faux. M. Pietracatella, président du conseil des ministres, seul, a eu le patriotisme et le courage de se faire l'organe des besoins des populations.

Depuis que M. Pietracatella a offert sa démission que le roi n'a pas voulu accepter, ainsi que je vous l'ai déjà dit, il s'est abstient de convoquer le conseil des ministres.

Toutefois quelques personnes espèrent que le roi fera des concessions au pays lorsqu'il aura eu raison du dernier insurgé. Je désire ardemment que cette espérance se réalise; mais je vous avoue que j'y compte peu, car je sais que Ferdinand a souvent répété à l'un de ses secrétaires que sa monarchie était une monarchie pure, et qu'il ne voudrait pas régner à d'autres conditions!

Malheur aux princes qui méconnaissent les besoins et les droits de leur peuple et qui ne s'appuient pour les gouverner que sur la force brutale!

TENIS, 23 octobre. — Depuis la retraite forcée de M. Solar de la Margherita, les esprits sont plus calmes; cependant la bonne harmonie entre la population et le gouvernement est loin d'être entièrement rétablie. On ne se dissimule pas que les nouveaux ministres sont des hommes d'une nullité reconnue, et dont la volonté s'efface complètement devant les exigences royales; chacun sait, à n'en pas douter, que les affaires

de l'Etat sont réglées sous l'influence du comte Mazzari et du baron de la Tour, qui peuvent généralement pour les meneurs du parti autro-légitime.

Quoi qu'il soit, pour donner quelque satisfaction à l'opinion publique, on peut-être pour gagner du temps, le nouveau ministère a fait répandre le bruit qu'une union douanière était sur le point d'être conclue entre les États-Romains, la Toscane et les États-Sardes; que les conseils municipaux allaient recevoir d'importantes améliorations; enfin, que le gouvernement songerait à entrer franchement dans la voie des concessions. Ainsi on insinuerait une cour de cassation; la publicité serait introduite dans les débats judiciaires; plusieurs tribunaux exceptionnels seraient abolis, et la presse elle-même, si comprimée ou plutôt nulle jusqu'à ce jour, obtiendrait quelques concessions.

Notre population connaît trop bien les hommes à qui elle a affaire pour s'endormir sur ces belles promesses. A Turin et dans toutes les provinces, de nombreuses pétitions réclament hautement des améliorations politiques et protestent surtout contre une réaction qui défend rigoureusement toute réunion, même pour des motifs insignifiants et étrangers à la politique. L'attitude de Gênes est admirable d'énergie et de bonne intelligence. Les anciens dissidents qui ont jusqu'à ce jour divisé les Piémontais et le peuple du littoral, sont complètement oubliés, et tous se confondent dans un même élan, et déclarent ouvertement que le temps n'est plus où l'on bernaît les peuples avec de belles paroles; ce sont des faits qu'ils exigent aujourd'hui.

Hier au soir, plus de deux mille personnes parcouraient les rues de Turin en chantant l'hymne de Pie IX. Ici n'était interrompu que par les cris de: *Vive l'Italie! Vive Pie IX!* A bas les jésuites! Dans le but de prévenir de nouvelles manifestations, un important déploiement de forces a eu lieu ce soir; de nombreuses patrouilles à pied et à cheval parcouraient la ville et lui donnaient l'aspect d'une place occupée par l'ennemi. Pour vous donner une idée des méfiances de la police, je vous dirai qu'un malheureux joueur d'orgue de Barbarie a été jeté en prison pour avoir fait entendre l'hymne de Pie IX.

Malgré la triste tournure que prennent nos affaires, nous espérons toujours que Charles-Albert ouvrira enfin les yeux sur ses véritables intérêts, et évitera l'abîme que le parti rétrograde creuse sous ses pieds.

Au départ de la dernière maille de la Chine, la tranquillité régnait à Canton; mais on craignait que cela ne durât point. Les éditeurs de *l'Ami de la Chine* et de *Hong-Kong Register* considéraient une nouvelle guerre comme inévitable. Les Chinois n'avaient pas exécuté les stipulations du traité du mois d'avril. Ils avaient offert, en remplacement du faubourg de Houan, cédé par traité, un autre terrain; maintenant, ils en demandaient le paiement au prix de 580 livres sterling l'acre. Plusieurs Européens avaient été assassinés sur les bords de la rivière de Canton. Les autorités chinoises faisaient les plus louables efforts pour découvrir les auteurs de ce crime.

— On lit dans le *Morning-Chronicle*, du 21 :

« Les israélites anglais de la synagogue de Londres viennent de voter une adresse à Pie IX, pour remercier S. S. d'avoir amélioré la position de leurs frères de Rome. Sir J.-L. Goldsmid est chargé de présenter cette adresse à S. S. Cette adresse est revêtue des signatures de B. Moetta et F. de Goldsmid, gardiens de la synagogue de W. Mark, principal ministre de la synagogue.

— On a reçu de Tanger la nouvelle que l'empereur du Maroc, en apprenant la nomination de M. le duc d'Aumale au poste de gouverneur-général de l'Algérie, s'est décidé à lui envoyer, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, un de ses principaux officiers. Cet officier devait s'embarquer avec sa suite sur une tartane marocaine, pour se rendre à Alger. Déjà, on faisait à Tanger tous les préparatifs de départ.

TOULON. — Notre escadre est en ce moment échelonnée sur les côtes d'Italie; voici, d'après des renseignements que nous avons lieu de croire exacts, comme elle est répartie :

Les vaisseaux à trois ponts le *Friedland*, à bord duquel flotte le pavillon de M. le contre-amiral Tréhouart, le *Souverain* et la frégate à vapeur le *Cacique* sont à la Spezzia; les vaisseaux l'*Océan*, à trois ponts, l'*Iéna* et la frégate à vapeur le *Panama*, à Gênes; le vaisseau le *Jupiter*, à Porto-Ferrajo.

Les deux frégates à vapeur le *Descartes* et le *Magellan*, qui ne sont pas revenues dernièrement avec l'es-

cadre, reste en station l'une à Ancône et l'autre à Naples.

Le *Descartes* a fait dernièrement une excursion du côté de Venise et a ensuite repris son poste d'observation.

Il paraît certain que la corvette à vapeur le *Titan*, montée par le prince de Joinville, a fait route pour Civita-Vecchia.

— Nous recevons par le *Clyde* des avis de Haïti, en date de Jacmel, 25 septembre. Ils sont loin de confirmer les nouvelles rassurantes du dernier paquebot, et annoncent que la sécurité de la capitale est plus que jamais compromise par les progrès du mouvement insurrectionnel que l'on avait cru apaisé. Loin de se soumettre, les révoltés se sont emparés de la résidence et du fort qui dominent les hauteurs de Port-au-Prince, et proclament ouvertement l'intention de mettre l'insurrection et le massacre au service de leurs projets, dirigés contre les blancs et les mulâtres. L'insurrection gagne la campagne, et la plus vive alarme régnait dans la population. Le brick anglais le *Viper* était mouillé en rade, pour prêter aide et protection à ses nationaux.

(Journal du Haïti.)

— Nous lisons dans une feuille judiciaire au sujet de l'arrestation de M. Warnery :

« On parlait au palais de cette arrestation, et chacun en cherchait les motifs. Nous avons appris que M. le général Delarue, M. Feldmann, chef du bureau de l'Algérie au ministère de la guerre, et un grand nombre d'autres fonctionnaires ont porté, en effet, contre M. Warnery une plainte en dénonciation calomnieuse, et que c'est par suite de l'instruction commencée sur cette plainte que l'arrestation a été faite. M. de Saint-Didier, juge d'instruction chargé de l'affaire Delarue, qui paraît connexe à celle-ci, aurait été dit-on, chargé des deux affaires, qui vont nécessiter l'envoi de commissions rogatoires en Algérie. »

— Le *Friend of China* du 22 juillet donne les chiffres comparatifs de la quantité de thé exportée dans les divers pays dont les noms suivent, pendant l'année 1846.

« Pour l'Angleterre, 35 millions 448,339 livres; les États-Unis, 18 millions 886,287; la Hollande, 3 millions 54,540; les villes asiatiques, 1 millions 71,360; la France, 226,790.

« Les exportations des années précédentes pour la France ont été de 364,580 livres.

« Entre autres articles exportés l'année dernière de la Chine pour les États-Unis se trouvent 18,685 boîtes de fusées et artifices.

« Le navire l'*Ashburton*, chargé de glace, est arrivé à Hong-Kong le 21 août. Il avait quitté Boston le 9 mars.

— Le ministre du commerce vient de donner à trois médecins de la Faculté de Paris des missions pour aller étudier la marche du choléra-morbus dans les pays où il sévit en ce moment. Ces trois médecins sont MM. le docteur Beau, Monneret et Contour; ils devront se rendre à Moscou, à Odessa et à Trébisonde.

— On annonce que le ministre de la guerre vient de faire étudier la question des casernes de passage et que des fonds seront demandés aux chambres, dans la prochaine session, pour commencer sur certains points la réalisation de ce projet.

— On fait en ce moment au ministère de la guerre un travail ayant pour but de récapituler toutes les pertes que l'armée française a faites en hommes depuis l'occupation de l'Algérie.

— Le gouvernement vient de décider que deux élèves de l'école des langues orientales iraient passer trois ans à Téhéran pour se perfectionner dans l'étude de la langue persane.

— Le *Moniteur de l'Armée* publie la liste des élèves de Saint-Cyr promus au grade de sous-lieutenant par ordonnance du 1^{er} octobre. 153 élèves sont répartis dans les 75 régiments d'infanterie de ligne, 50 dans les 25 régiments d'infanterie légère, 10 dans les bataillons de chasseurs d'Orléans, 3 dans les régiments des zouaves, 2 dans la légion étrangère.

Total pour l'infanterie, 248

2 élèves passent dans les carabiniers, 10 dans les cuirassiers, 12 dans les dragons, 7 dans les lanciers, 13 dans les chasseurs, 8 dans les hussards, 4 dans les chasseurs d'Afrique, et 3 dans les spahis.

Total, pour la cavalerie, 59.

Total général de la promotion, 277.

— Il est question, en ce moment, d'un congrès général des républiques de l'Amérique du Sud, dans le but de celui qui avait provoqué Bolivar en 1826. Ce

congrès aurait pour but de former une ligne entre les différents états, afin d'assurer à jamais leur indépendance, l'intégrité de leur territoire et leur prospérité réciproque, par des conventions d'intérêt général qui obligeraient toutes les parties. Il se tiendrait à Valparaiso. Les états qui déjà ont souscrit à ce projet sont : le Chili, l'Équateur, la Nouvelle-Grenade, le Pérou et la Bolivie.

Ces républiques forment un centre important, et leur réunion, si elle s'accomplit, peut influer sur les destinées de l'Amérique.

— Pie IX vient de faire un acte d'autorité religieuse dont on concevra la haute signification.

Les lettres d'Italie nous donnent comme certaine la déposition de l'évêque de Parme par le Saint-Père. Ce prélat, créature de l'Autriche, après avoir été successivement amoné par un régiment autrichien et directeur spirituel de l'archiduchesse Marie-Louise, fut proposé par cette dernière à l'épiscopat de Parme, et confirmé, il y a trois ans, par Grégoire XVI. Depuis l'avènement de Pie IX, il n'est pas d'intrigues ourdies contre le grand pontife auxquelles cet homme n'ait pris une part active; enfin les scandales de sa vie privée, et la preuve acquise de ses menées dans la fameuse conjuration du 15 juillet dernier, ont décidé le St-Père à le dépouiller de son caractère sacré. Il est à remarquer que la cour de Parme n'a point osé prendre la défense de son évêque, et l'a entièrement abandonné sous le coup de la punition infligée par le chef de l'Eglise.

NAPLES, 27 octobre. — Ainsi que je vous le disais dans ma précédente lettre, les cours martiales qu'on avait cru abolir, sont en pleine activité, il en existe 3 en Calabre et 1 à Messine. Les condamnations sont rendues en masse par ces tribunaux exceptionnels; et personnes ne sait ce que deviennent les malheureux condamnés. Sont-ils fusillés? enfermés secrètement dans des forts? Voilà ce qui est un mystère impénétrable pour le public.

De toutes les troupes envoyées en Calabre, il n'en est rentré un seul bataillon. Beaucoup de gens croient que le gouvernement n'ordonne pas le rappel de ces troupes parce qu'il ne veut pas qu'on puisse constater les pertes considérables qu'elles ont subies.

Quelques journaux ont prétendu que les troupes royales ne s'étaient jamais battues contre les insurgés et que les uniformes expédiés à Naples ne provenaient pas des soldats morts, mais bien du changement de tenue d'été en celle d'hiver. Je puis vous assurer que ce changement n'a jamais lieu qu'en novembre; d'ailleurs l'état des uniformes en question donne un démenti à cette version, attendu qu'ils étaient pour la plupart tous ensanglantés.

Hier, une femme, ne sachant pas lire, me présenta une lettre de son mari, soldat dans le 7^e de ligne, en me priant de lui en faire la lecture. Le militaire disait à son épouse qui son régiment avait tant souffert, qu'il se trouvait réduit à quelques compagnies.

On dit que le gouvernement est disposé à accorder l'amnistie; mais qu'il est divisé sur la question du tems. Quelques ministres, Pietracatella en tête, conseillent d'appliquer la mesure de suite; les autres, au contraire, ne l'admettent qu'après l'expédition de toutes les procédures actuellement pendantes. Du reste, à cet égard, je ne saurais vous rien affirmer.

Mais ce qui est bien positif, c'est que l'espionnage le plus brutal est à l'ordre du jour. L'impitoyable Delcarretto, ne recule devant aucune mesure de violence; l'homme le plus inoffensif se voit l'objet d'une surveillance indécente.

Dans une de mes précédentes lettres, je vous parlais d'une perquisition faite par la police de Palerme chez le prince Granatelli. Cet honorable personnage, si avantageusement connu en France pour son profond savoir, vient d'être obligé de prendre la fuite, afin de se soustraire aux persécutions du général Vial, ce digne représentant de Delcarretto.

Il règne toujours ici une vive agitation et une profonde inquiétude, et les mesures inquisitoriales du gouvernement ne sont pas faites pour rassurer les esprits.

— L'*Alba* assure aujourd'hui que les Messinois ont envoyé au roi de Naples une députation composée de MM. Calapoi, maire, marquis Loffredi, riche propriétaire, et Mauromati, négociant; ces personnes honorables sont chargées par leurs concitoyens d'exposer au roi le mécontentement qui agite les esprits, et qu'une amnistie est la seule mesure qui convienne à la royauté pour ramener la confiance et la paix.



L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LEJOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

— On écrit de Sion, dans le canton du Valais (Suisse) :

« Lundi dernier, vers 4 h. du matin, toute la partie supérieure de l'Armanay, l'un des plus hauts rochers de notre canton, et qui est situé sur la droite de la Dranse, dans les environs du village de Sembrance, s'est subitement détachée et s'est précipitée avec un bruit épouvantable dans la vallée de la Dranse qui a été couverte de ses débris. »

« Un immense fragment de la masse détachée du rocher a roulé vers le bord de la Dranse, et de là il a franchi cette rivière et a continué à rouler sur l'autre rive jusqu'à une distance assez considérable. Dans sa marche, il a renversé une maison de trois étages; il a endommagé fortement une autre maison de deux étages, et il a détruit quelques granges et quelques étables. »

« Dans la première maison se trouvaient couchées et endormies huit personnes qui ont été enterrées sous les décombres, d'où cependant, par un hasard prodigieux, on est parvenu à les retirer toutes encore vivantes, mais plus ou moins blessées ou mutilées. Les habitants de l'autre maison avaient eu le temps de se sauver. Dans les étables, quatre vaches, deux moutons et plusieurs moutons ont été tués ou blessés. »

Extrait de la Gazette des Hôpitaux du 18 sep. 1847.

Au nombre des substances pectorales et alimentaires recommandées dans les affections de poitrine et d'estomac, nous devons placer au premier rang les préparations de Delangrenier, les bons effets ont été depuis longtemps constatés par nos médecins, au nombre desquels nous citons MM. Andral, Fouquier, Larrey, Marjolin, Mareau, Pasquier, etc. Divers rapports faits à l'Académie de médecine et à la Faculté de Paris, ont aussi approuvé ces préparations. Employées comme antiplogistiques, nous pouvons assurer que les PECTORAUX DE NAFÉ, soit en pâte ou en sirop, produisent toujours de bons effets dans les inflammations des organes intérieurs, et particulièrement dans les irritations de poitrine. Comme aliment de facile digestion, le RACHAOUT conviendra dans les convalescences difficiles, dans les faiblesses d'estomac; et en général, il sera toujours bien employé lorsqu'il s'agira de donner du ton aux organes digestifs. (8272).

LIBRAIRIE FABIANI A BASTIA.

NOUVEAU MANUEL COMPLET

DES

PONTS-ET-CHAUSSEES

1 gros volume in-18 fr. 4.

A 50 centimes l'un :

Pour 1848.

ALMANACH PROPHÉTIQUE

ALMANACH COMIQUE.

ALMANACH IMPÉRIAL

PAR ÉMILE MARCO DE ST-HILAIRE.

ALMANACHS LIÉGEOIS.

Le Astrologue universel.
Le Yéridique.
Les Souvenirs d'un Grand Homme.
La Véritable double Liégeois.
Le Triple Liégeois.
Le Nouveau double Liégeois.
Le Villageois.
Le Petit Liégeois.

Pour paraître dans le mois de Novembre.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

JEAN DE LA GROSSA

HISTORIEN DE LA CORSE

PUBLIÉ D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

PAR M. R.



Brochure in-8° 1 fr. 50 c.

Aucun exemplaire ne sera mis en vente; le tirage devant être limité au nombre des souscripteurs, on est prié de se faire inscrire chez l'auteur, rue de la Traversée, maison Martin, 1^{er} étage, ou chez M. Fabiani, imprimeur-libraire, rue des Jésuites, à Bastia.

Madame BADEL, née Gébard, Maitresse de Piano et de chant à Paris, a l'honneur d'informer les familles de la ville de Bastia, qu'étant venue se fixer en Corse; elle est dans l'intention de donner des leçons aux jeunes personnes et qu'elle s'efforcera de mériter la confiance et la satisfaction des mères qui voudront bien la faire appeler.

Son domicile provisoire est rue du Môle au rez de chaussée.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA

PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1847.

NAISSANCES.

Gandolfi Antoine-Michel. — Farinole Agnès-Thérèse. — Lotti Louis. — Merlenghi Angeline. — Liberi Liberato. — Stagnara Crucien. — Guagnina Anne. — Duveau Marie-Victorine. — Figli Marie. — Ruvea Antoine-Dominique fils naturel. — Nonza André. — Zattura Jean-Baptiste. — Valery Ange. — Agostini Louis. — Farinole Jeanne-Thérèse. — Simonetti Saturnin fils naturel. — Marinetti Marie-Lucie. — Pompei Marie-Thérèse. — Anziani Marie-Félicité. — Benodetti Marie-Virginie-Félicité. — Cagossi Marie-Catherine. — Beverini Jean. — Casevecchie Marie-Toussaint Dini Dominique-Marie. — Benigni Barthélemy. — Bighetti Toussaint. — Tonetti Jean. — Lota Marie-Adélaïde. — Luo Paul-Louis. — Valery. — Firpi Marie-Nonciade. — Peralo Blanche-Marie-Agathe. Total 33 dont 1 enfant trouvé.

MARIAGES.

Serin Jean-Baptiste fabricant de chapeaux, et S. Gratien Marie-Assomption propriétaire majeure. — Stagnara Crucien jardinier majeur, dame Simonvico Marie menagère veuve majeure. — Leonetti Ange-Michel cordonnier majeur, et Damiani Angeline-Marie menagère majeure. — Casanova Jean-Charles négociant majeur, et demoiselle Marianne-Pelozzi propriétaire majeure. — Frison Antoine-Padon, maître tailleur majeur, et demoiselle Stretti Flore menagère mineure. — Lingenier Jean-Baptiste cuisinier majeur, et Tellier Rose-Elisabeth sans profession mineure. Total 6.

DÉCÈS.

Adil Caroline, 6 mois. — Ricoveri enfant-mort-né. — Casanova Marie-Magdelaine, servante, 23 ans, célibataire. — Sansonetti Etienne, 17 ans. hosp. civ. — Rollero Pierre-Marie, propr. 26 ans, célibataire, hospice civil. — Parodi Thérèse, 9 ans. — Maillol Bernard, fusilier au 10^e de ligne 25 ans, célibataire, hôpital militaire. — Balbi Angeline-Marie, 3 ans. — Canavaglia Epiphane-Joseph, 15 ans, célibataire. — Moncourt Lucie, veuve, menagère, 33 ans. — Brizi Marie-Félicité, 2 ans. — Matraccia Jean-Pierre, cordonnier 28 ans, marié. — Mattacena Vincent, 5 mois. — Yanner Alexandre propriétaire, 90 ans veuf. — Cristiani Jean-Lucien, sergent-fourrier des canonniers, 38 ans hôpital militaire. — Colombani Marie-Louise, 3 mois. — Valery Marie-Thérèse, menagère, 80 ans. — Euthier Jean-Cyprien, fusilier au 10^e de ligne, 23 ans, hôpital militaire. — Giannò Vincent, 8 mois. — Sinibaldi Concetta, menagère, 56 ans, veuve. — Garnier Marie-Amélie, 4 ans. — Meria Marie-Catherine, 8 mois. — Solari Dominique, maître-menuisier, 75 ans. — Tartaroli Roch, 20 mois. — Bernini Herminius-Philippe-Jean-Cyprien. — Franceschi Marie-Thérèse, menagère, 38 ans. — Giannoni Domini-

que, 10 ans. — Canes Jean-Baptiste fusilier au 10^e de ligne 22 ans, hôpital militaire. — Quacchi Catherine, 1 ans. — Nicolai Marie. — Giannò Nicolai, boucher 28 ans, marié. — Verzura Jean-Pascal, 3 ans. — Mariette Marie-Lucie, 12 jours. — Moncacci Charles Balthazar, propr. 85 ans, marié. — Agostini Marie, menagère, 60 ans, marié. — Moneta Benjamin, maître-serrurier 23 ans, hospice civil. — Marie Lidia, servante, 15 ans. — Caccia François, abbé, 30 ans. Total 41 dont 3 enfants trouvés.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Ajaccio, 27 octobre bat. à vap. Letizia c. Bertocci, passagers.
De la mer, 28 id. bat. à vap. de l'état Antilope, c. d'Alleyrac, lieutenant de vaisseau.
Lerici, 29 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, passagers.
Rio, 26 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.
Rio, 29 id. chebeck V^e des Carmes, de 66 tx, c. Carlette, minéral.
Livourne, 29 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, passagers.
Livourne, 30 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé.
Marseille, 30 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Rogliano, diverses.
De la Plage, 2 novembre goël. Assomption, de 17 tx, c. Guastella, blé et charbon.
Livourne, 3 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, passagers.
Livourne, 3 id. goël. Assomption, de 42 tx, c. Thiers, blé.
Marseille, 3 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, passagers.
Marseille, 3 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.
Naples, 3 id. balancelle St Henri, de 39 tx, c. Curcio, en lest.
Rio, id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.

DÉPARTS.

Rio, 27 octobre brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, en lest.
Marseille, 29 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.
Marseille, 29 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, passagers.
Portoferrato, 29 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, passagers.
Livourne, 29 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, passagers.
Lerici, 30 id. bat. à vap. Télégraphe c. Vanetti, passagers.
A la Plage, 30 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Ersa, fontes.
Rio, 30 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, en lest.
Rio, 30 id. chebeck V^e des Carmes, de 66 tx, c. Carlette, en lest.
Marseille, 31 id. brick St George, de 130 tx, c. Dreuault, fontes en fer.
Marseille, brick-goël. St Antoine, de 48 tx, c. Mecolin, haricots.
A la Plage, 31 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, fontes en fer.
A la Plage, 31 id. mistick St V. Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, fontes en fer.
Livourne, 3 novembre bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

COPAHU FERRUGINEUX,

3 FR. LE FLACON. Infaillible pour la guérison des maladies secrètes, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉRAL, à Paris; dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Compagnie. (8160).

MAGNÈSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

3 FR. LE FLACON, absorbe les aigreurs et facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^{te}. (8164).

BASTIA (CORSE).

Samedi dernier, la cour royale de Bastia, après avoir entendu la messe du St-Esprit, dans la chapelle du palais de justice, a fait sa rentrée solennelle. Le discours d'usage a été prononcé par M. Dufresne, procureur-général. L'orateur s'est attaché à rechercher les causes qui rendent la répression des crimes si impuissante parfois en Corse. Il les a trouvées dans les fâcheuses et déplorables habitudes qui viennent de la domination génoise, alors que la justice n'était plus qu'un vain mot, chacun en était réduit à se satisfaire lui-même. Il les a trouvées surtout dans cette pitié coupable, dans cette espèce de sympathie publique, si grave aberration des idées de justice, qui s'attachent pour les protéger, aux coupables; dans ces notions qui ne s'élèvent qu'autant que des intérêts personnels sont en jeu; dans cette indulgence imprévoyante de jury qui n'admet que trop souvent les circonstances atténuantes, et qui en reconnaissant presque toujours le système de provocation frappe la vindicte légale d'impuissance et prépare de sanglantes représailles. C'est là incontestablement la source d'incalculables malheurs pour le pays. La paix publique n'est point protégée; assurés qu'ils sont de l'impunité ou d'une pénalité dérisoire, les criminels ne sont guères disposés à étouffer en eux les sentiments de vengeance; le mal va ainsi se perpétuant et s'aggravant. Le jury ne répond point ainsi à la mission d'ordre, de protection qui lui est assignée par la loi.

M. le procureur-général a combattu aussi les théories étroites et inintelligentes qui pourraient provoquer des réactions contre la Corse, si elles devenaient plus générales dans notre pays, théories qui attribuent une partie des maux et des imperfections de l'île, à la présence de fonctionnaires venus du continent, comme si la France n'était pas une, comme si tous les Français n'avaient pas tous les mêmes droits, les mêmes sentiments de justice, de dévouement; comme si chaque département devait recruter exclusivement les fonctionnaires publics dans son sein et en arriver ainsi à former autant de petits États indépendants, avec leurs petites prétentions, leurs petites rivalités et leurs petites espérances d'exclusion. Ces théories sont d'autant plus étranges que la Corse a peut-être moins sujet de formuler des plaintes à cet égard que tout autre département, en admettant, même pour un moment, que ces plaintes déplacées puissent être formulées. Personne n'a songé à exclure les Corses des emplois publics, pas plus en Corse que sur le continent et si l'on faisait une statistique des fonctionnaires Corses, on arriverait à des conséquences bien opposées à celles que, dans un esprit étroit d'un patriotisme aveugle, l'on se plaît à proclamer. Que l'on réclame contre le peu de séjour que font dans notre pays certains fonctionnaires; nous le concevons et nous-mêmes à diverses reprises nous avons fait des réclamations fondées à ce sujet; mais de là à exclure les fonctionnaires continentaux, il y a un abîme, qu'il ne faudrait pas franchir sous peine de s'exposer à voir, par réaction, soutenir, défendre et appliquer le système opposé. L'un et l'autre sont dangereux et funestes, parce qu'ils sont exclusifs. Restons dans le vrai, dans le juste et nous soutiendrons les idées qui resserrent l'union de la Corse avec le continent et profiteront ainsi à notre prospérité. A force de vouloir exclure le continent de nos affaires, ne nous exposons pas à tomber dans un isolement qui ne tarderait à nous devenir préjudiciable. Ce n'est que par notre union de plus en plus complète avec le continent, que nous pourrions espérer partager ses idées, sa vie, que nous pourrions nous associer entièrement à ses intérêts. N'excluons personne, si nous ne voulons pas qu'on nous exclue à notre tour.

Ces principes du plus simple bon sens, sont dans l'intérêt bien entendu de notre île; aussi félicitons-nous M. le procureur-général d'avoir protesté avec énergie contre cet étroit patriotisme de clocher, qui rabaisse toutes les questions aux proportions mesquines de ce que quelques esprits peu bienveillants seraient tentés d'appeler l'intérêt individuel.

M. Dufresne en terminant, a payé un juste tribut d'éloges à la mémoire de deux magistrats morts cette année à Bastia, MM. le conseiller Bidelli et le juge Benigni.

Le conseil-général dans sa dernière session s'est occupé, comme les années précédentes, de questions plus ou moins importantes qui intéressent la Corse. Il a exprimé des vœux sur les chemins vicinaux, dessèchement des marais, exploitations de marbres, filature de soie, commissaires de police, étalons, etc. etc. Sa sollicitude s'est émue de tous les intérêts que son mandat lui impose de défendre, mais il n'a pas montré la même sollicitude pour les bateaux de la compagnie Valéry qui ont rendu et rendent de si grands services au pays, et dont la ruine serait une vraie calamité pour la Corse. Au lieu de défendre et de protéger comme il l'aurait dû, une industrie nationale il n'a pas dépendu de lui de la discréditer par un vote aussi contraire à la vérité qu'aux intérêts du pays. Nous reviendrons sur ce sujet, car nous voulons employer tous nos efforts pour éclairer de la manière la plus complète le gouvernement ainsi que ceux que la méchanceté et l'envie sont parvenus à tromper. En attendant nous constaterons un fait peu important si l'on veut, mais qui démontre combien l'on est injuste vis-à-vis de cette compagnie et cela au moment même où un malheur venait de la frapper et alors qu'un sentiment généreux devait faire prendre sa défense.

Tandis que l'on formulait le vote sur le service fait par les bateaux de l'Etat, M. le préfet faisait retarder le départ de la Letizia de 48 heures, au grand détriment des intérêts de la compagnie, pour attendre la clôture du procès-verbal de la session, afin d'embarquer quelques membres du conseil-général et les déposer dans leurs localités. Ceux qui ont concouru à ce vote ne pouvaient mieux choisir l'instant pour faire acte d'oubli et d'ingratitude vis-à-vis de cette compagnie!

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Séance de 1847.

(Suite et fin du discours de M. le Préfet.)

Ne nous berçons pas d'espérances trop flatteuses qui nous rendraient ensuite trop exigeants. Les progrès de l'industrie en Corse ne peuvent être que lents. Les éléments d'un prompt succès nous manquent. Pour que l'industrie puisse prospérer dans un pays, il faut qu'elle y trouve avant tout des capitaux, et nous sommes pauvres. Il faut que les habitants aient tourné leurs idées vers les spéculations, qu'ils en aient le goût, qu'ils possèdent les connaissances indispensables pour en assurer la réussite. Bastia, avec l'ombre d'un port, est une ville commerçante. Ajaccio ne l'est pas avec un port magnifique; et si l'on excepte les arrondissements de Bastia et de Calvi, partout ailleurs nous trouvons l'industrie dans sa première enfance. Son nom même y est presque inconnu. Il faut encore que l'industrie pour soutenir la concurrence puisse obtenir la main d'œuvre à bon marché, se procurer selon ses besoins, et souvent en grand nombre, des ouvriers actifs, laborieux, intelligents. Certes ce n'est pas l'intelligence qui manque aux Corses; mais l'amour du travail ne s'est pas encore développé chez eux. D'un autre côté ce département un des plus vastes de la France est l'un des moins peuplés, et par ce motif le prix de la journée y est plus élevé que sur le continent.

Les mêmes causes, l'absence de capitaux, le défaut de population, s'opposent aux progrès rapides de l'agriculture. Il en est d'autres encore que nous devons signaler; la Corse n'est qu'une réunion de montagnes, et les pays de montagnes n'admettent que la petite culture. Rarement la charrue peut y fonctionner librement, la bêche la remplace, et souvent les terres défrichées, amouillées par les travaux de l'homme, sont entraînées par les eaux pluviales; mais la culture, des arbres y réussit parfaitement, cette cul-

ture, qui demande peu de soins et de dépenses, rentre dans les goûts de nos cultivateurs. Ce n'est donc que de la vigne, de l'olivier, du mûrier, du châtaignier, de l'amandier, que nous devons principalement attendre notre richesse agricole, et c'est pour cette raison que j'ai dû appeler les fermes modèles que nous allons établir, *réunissant fermes modèles*.

Nous avons cependant des plaines, où l'on pourrait appliquer la grande culture et qui seraient d'une fertilité prodigieuse. Malheureusement ces plaines sont insalubres et ne peuvent être habitées pendant l'été et une partie de l'automne. Souvent j'entends répéter: la France fait des sacrifices énormes pour peupler, coloniser l'Algérie, et une île éminemment française, un département français, à deux pas de la mère patrie, manque de bras, a aussi ses déserts, possède des contrées entières qui deviendraient les greniers, la richesse du pays, si des marais infectes qu'on peut désoler ne les rendaient inhabitables.

Ces plaintes ne sont pas toutes aussi fondées qu'elles le paraissent. Département français nous sommes régis par la loi commune et généralement l'Etat n'opère pas de dessèchements dans un intérêt local, il les abandonne à l'industrie particulière. Pouvons-nous organiser une société de dessèchement comme il s'en forme sur le continent? Je ne le crois pas, toujours par la même cause, les capitaux nous manquent pour les grandes entreprises. Bornons-nous donc à solliciter la bienveillance du gouvernement et à demander une nouvelle exception en faveur de la Corse.

La France en conquérant l'Algérie s'est trouvée propriétaire de toutes les terres qui n'étaient pas propriétés particulières; aujourd'hui le gouvernement les distribue aux colons qui demandent à les cultiver. Le gouvernement ne possède rien ou presque rien en Corse, si l'on excepte les forêts. Toutes les terres incultes appartiennent aux communes ou aux particuliers, et je ne pense pas que ceux-ci soient disposés à les abandonner à des étrangers.

Telles sont, Messieurs, les causes qui selon nous doivent retarder la marche de l'industrie et de l'agriculture. Je n'ai point fait cet exposé pour jeter le découragement dans vos esprits; mais je crois devoir sonder les difficultés dans toute leur étendue avant d'entreprendre de les surmonter, persuadé que dans la voie des améliorations rien n'est plus funeste que les essais infructueux, les déceptions.

C'est par l'éducation, avons-nous dit, que l'on peut modifier les idées, les mœurs d'un peuple. Les Corses sont peu disposés à se livrer à des spéculations, eh bien dirigeons l'éducation vers le commerce, l'industrie, l'agriculture. Que les pères qui ne peuvent consacrer l'existence de leurs enfants aux lettres, aux sciences, aux professions libérales, les envoient dans les écoles où ils acquerront les connaissances nécessaires au commerce, à l'agriculture. L'école Paoli à Corte, située au centre de l'île, si elle est organisée sur les bases qui ont été proposées, répondra sous ce rapport entièrement à leurs vœux et aux besoins du pays. Que ces enfants soient ensuite placés dans des usines, des manufactures, des maisons de commerce, des fermes modèles, et le goût du commerce et de l'agriculture se développera parmi eux. Que des leur bas âge ils soient entretenus dans la pensée, qu'ils doivent un jour exercer une profession quelconque, et qu'on ne nous réponde plus dans les écoles communales, quand nous demandons quel état doivent embrasser les jeunes gens qui se distinguent par leur instruction, leur capacité, ce mot désolant: *aucun*. Sur le continent il n'est pas un jeune homme de quinze, seize ans qui ne sache à quelle profession il se destine ou le destinent ses parents. Tous savent que l'instruction qu'ils reçoivent leur est donnée afin de les mettre à même de suivre avec plus de succès la carrière qu'ils doivent parcourir. Ils n'ont même pas la pensée qu'ils puissent passer leur vie sans travailler, sans se rendre utiles à leur pays et à leur famille. En Corse trop de parents ne donnent l'instruction à leurs enfants que par amour propre. La jeunesse apprend pour savoir, et non pour travailler.

Si l'école Paoli doit nous servir à former de jeunes commerçants, les jeunes gens qui veulent se livrer à l'agriculture ne manqueront pas de ressources. Cinq jeunes Corses sont en ce moment entretenus aux frais de l'Etat à l'école de Grignon. Le gouvernement veut établir des fermes modèles dans les départements qui fournissent les terres, les bûimens et le mobilier nécessaires à l'exploitation. L'Etat se charge de payer le personnel de l'établissement, et de pourvoir à la pension des élèves qu'on y placera pour former des agriculteurs. N'avons-nous pas la ferme de l'Arena? Déjà la demande est adressée à M. le ministre de l'agriculture et du commerce, pour que cette propriété domaniale, soit érigée en ferme modèle départementale.

le. Mais l'Arena est à l'extrémité de l'île, à cinquante de Sartene, les cultivateurs de ces contrées éloignées pourraient-ils profiter des bons exemples de culture donnés à l'Arena ? Aussi, Messieurs, vous vous êtes préoccupés de ce grave inconvénient qui avait frappé son Altesse Royale le duc d'Orléans : vous avez voulu vous conformer aux vœux de ce prince infortuné, dont la Corse qu'il affectionnait particulièrement déplorait toujours la perte, et vous avez arrêté que de petites pépinières fermes modèles, succursales ou quelque sorte de celle de l'Arena, seraient formées dans chaque arrondissement. Ces fermes, pour lesquelles vous avez voté des fonds, existaient déjà si nous avions eu les moyens de les établir, mais elles demandent près du chef-lieu d'arrondissement une terre de vingt hectares au moins, de l'eau, des bâtiments et un air salubre qui permette qu'on les habite l'hiver comme l'été. Or, Messieurs, en Corse où en général nous n'avons pas de fermes bâties, où chacun ne possède près de lui que des vignes, des champs épars qu'il fait valoir par des colons partiaires, vous savez combien il est difficile de trouver des propriétés qui réunissent toutes les conditions que réclament impérieusement nos pépinières fermes modèles. Cependant, j'ai l'espoir aujourd'hui d'en découvrir et de traiter avec les propriétaires.

Une autre raison m'a forcé de suspendre mes démarches, vous n'avez voté de fonds que pour l'entretien de ces fermes ; mais leur premier établissement exige des dépenses que ne peuvent supporter les jeunes gens appelés par Monseigneur le duc d'Orléans à les diriger. Nous serons donc obligés de les organiser l'une après l'autre en consultant nos ressources. Les fonds votés par vous et non employés jusqu'à ce moment ainsi que les 6,000 fr. que nous devons à la munificence du Roi et de son Altesse Royale Monseigneur le Comte de Paris pourvoient en partie à ces premiers frais, et je pense que l'année prochaine trois pépinières fermes modèles, y compris celle de l'Arena pourront être mises en activité.

Nous manquons des capitaux. Eh bien servons-nous de ceux des étrangers. Attirons en Corse les continentes : empressons-nous d'accueillir tous ceux qui viennent s'y établir pour y former des entreprises utiles : engageons-les à amener avec eux de bons ouvriers, des directeurs capables et fidèles, éclairons-les, guidons-les ; applanissons les difficultés qui pourraient les décourager dans un pays où tout est nouveau pour eux. En un mot, assurons autant que possible le succès de leurs entreprises afin de les attirer parmi nous. Ils nous découvriront toute la richesse de notre sol, nous montreront à faire usage des engrais que nous dédaignons, à tirer meilleur parti de nos produits, de nos maki que nous brûlons uniquement pour fumer nos terres, de nos bois, de nos forêts que nous laissons dépérir sur pied, des minéraux que nous possédons en abondance, et qui restent enfouis dans le sein de la terre. Pour eux, les machines à vapeur remplaceront les bras, diminueront le prix de la main d'œuvre, et ils feront des bénéfices où nous trouvons des pertes. Leurs ouvriers formeront les nôtres et leur apprendront à connaître le prix du travail. Les CorSES ne sont point essentiellement ennemis du travail, ceux qui vont sur le continent, en Algérie, deviennent laborieux et font d'excellents ouvriers ; l'exemple exerce sur eux un grand empire. Dans leurs pays ils se reposent parce que tout se repose autour d'eux. Vous verrez, Messieurs, dans l'intéressant rapport que m'a adressé M. Weipert sur sa filature de soie, que lorsqu'il l'établit à Bastia il y a deux ans à peine, il fut forcé de se servir exclusivement d'ouvriers du continent. Aujourd'hui la moitié de ceux qu'il emploie sont CorSES, et il donne l'espoir que bientôt les CorSES seuls feront marcher son usine dont le succès peut devenir une source de richesse pour ce département. Vous verrez encore dans le rapport de M. le comte de Kerhoul directeur de la fonderie de Toga près Bastia, que les CorSES commencent à fonder dans la fabrication de ses fontes. Les deux cents ouvriers employés dans l'intérieur de l'établissement sont encore il est vrai pour la plupart Italiens, mais un nombre bien plus considérable de CorSES sont employés extérieurement aux approvisionnements de l'usine. Efforçons-nous donc, Messieurs, de détruire le préjugé que les étrangers qui s'établissent dans un pays pour se livrer à des spéculations ne dépouillent de ses produits, lui enlèvent les gains qu'ils font dans leurs entreprises, s'enrichissent enfin à ses dépens. C'est une erreur funeste qu'il faut se hâter de rectifier. Quel préjudice pourrait nous causer le cultivateur continental qui affermerait nos champs que nous avons peine à cultiver, et les couvrirait de garance, de tabac, de coton ? Que faisons-nous il y a peu de temps encore de la feuille du mûrier ? La terre la recevoir et la consommait sans aucune utilité pour le propriétaire ; maintenant cette feuille est un objet de commerce, on la trouve sur les marchés de Bastia, et les habitants du Cap-Corse viennent la chercher pour élever des vers à soie dont les cocons sont destinés à entretenir la filature de M. Weipert. Dès cette année M. Weipert a acheté pour 40,000 fr. de cocons de trois cent cinquante cultivateurs ; et où donc les ouvriers de Messieurs de Kerhoul et Weipert dépendent-ils leur salaire journalier ? Nous lisons dans le rapport de M. le directeur de la fonderie de Toga : « depuis deux ans que nous sommes établis en Corse nous avons versé dans le pays en achat de charbon de bois, en transport de minerais, de matériaux, et en prix de main d'œuvre, tant pour le roulement de

l'usine que pour les constructions nouvelles environ 700,000 fr. L'an prochain l'usine sera en marche et 700 autres mille francs si elle pouvait y trouver tout à la fois le charbon dont elle a besoin.

Ainsi la Corse couverte de bois ne fournit pas même tout le charbon nécessaire à la fonderie de Toga qui est obligée d'en tirer à regret pour 300,000 fr. du continent.....

Il faudrait être aveugle, Messieurs, pour ne pas apercevoir les avantages que peut retirer un pays d'une usine qui, d'après des renseignements que nous devons croire exacts, a coûté plus d'un million de francs à établir, consommera tous les ans douze cents tonnes de charbon pour donner 10,000 tonnes de fontes de 1,000 kilogrammes chacune, occasionne pour l'importation des matières premières et l'exportation de ses produits un mouvement de plus de 40,000 tonnes dans le port de Bastia, qui dépense enfin près de douze cent mille francs chaque année.

Que nous importent les gains que peuvent faire les continentes si nous leur vendons nos produits, si nous leur affermons nos terres, s'ils font vivre de nombreuses familles. L'industrie qui échoue profite même sous un rapport au pays, car elle y laisse les capitaux qu'elle a mal employés. Quant à l'industriel qui réussit dans ses projets, il nous offre son exemple que plus tard nous saurons imiter. L'aisance que ces capitaux auront répandue, les ouvriers qu'il aura formés, ceux qui se seront établis parmi nous, nous donneront le moyen de créer à notre tour des usines et d'obtenir un jour nous mêmes de bénéfices plus certains. Déjà plusieurs CorSES commencent à former des entreprises importantes ; faisons des vœux pour le succès de leurs louables efforts, donnons-leur des encouragements, entourons-les de la considération à laquelle ils ont droit de prétendre ; et que les hommes qui auront contribué à la prospérité de la Corse aient part aux récompenses dont le gouvernement honore les industriels qui rendent des services éminents à leur pays.

Telles sont, Messieurs, les principales améliorations matérielles vers lesquelles tous nos regards doivent être dirigés. Si je suis bien compris, si ma voix est écoutée, nous les obtiendrons de l'intelligence des CorSES, de l'éducation et de l'exemple donné par les étrangers. Il en est d'autres moins importantes sans doute, et que nous pouvons opérer nous-mêmes en combattant les abus que nous rencontrerons dans quelques branches de service, en établissant partout autant que possible, l'ordre et la régularité. Déjà nous avons opéré d'utiles réformes dans l'administration des mairies, dans la comptabilité communale, dans la confection des listes électorales, dans les revenus communaux, dans le service des prisons, dans celui des enfants trouvés. Vous pourrez reconnaître par vous-mêmes que les édifices départementaux, les prisons, les tribunaux, les casernes de gendarmerie, la préfecture ont été l'objet de nos soins.

Les maisons d'école, les salles de justice de paix, ont également attiré notre attention, et bientôt je pense qu'elles seront toutes assez vastes pour nous permettre de ne plus faire servir les édifices du culte aux assemblées électorales et aux opérations du recrutement. Plus tard et successivement nous nous occuperons des autres édifices communaux. Mais souvent nous serons arrêtés par l'insuffisance des revenus des communes ; aussi nous attacherons-nous spécialement à les augmenter, en tirant un meilleur parti des biens communaux ; car la plupart des communes ne sont pauvres que parce qu'elles ne savent pas administrer les biens immenses qu'elles possèdent.

Un autre service très important et très négligé jusqu'à ce moment par suite de l'indulgence, de la faiblesse d'un grand nombre de maires, et par l'insouciance ou l'incapacité des agents à qui il est confié, c'est le service de la police rurale. Plusieurs communes n'ont pas même de gardes champêtres ; les propriétés ne sont pas respectées, abandonnées à la foi publique, sans clôtures, sans gardiens, elles sont à chaque instant envahies par les bestiaux, par les chèvres surtout, véritable fléau de l'agriculture, dépouillées par les maraudeurs, et les dommages causés deviennent une source perpétuelle de discussions, de querelles et de conflits. Le remède à ce mal pour connu nous pouvons tous l'indiquer : avoir des gardes et surtout de bons gardes champêtres. En trouver, Messieurs, ne serait pas la plus grande difficulté si on pouvait leur accorder une rétribution qui leur assurât des moyens d'existence, et si les propriétaires connaissaient leurs véritables intérêts. Mais le même obstacle se présente encore et nos efforts seront longtemps paralysés par la modicité des ressources des communes et par la résistance que l'on rencontre quand il s'agit d'obtenir des sacrifices qui sont à peine la dixième partie du dommage qu'éprouve tous les ans chaque propriétaire.

Nous avons beaucoup à faire, Messieurs, nous le sentons ; jusqu'à ce moment nos travaux ne peuvent être considérés que comme des essais, nous continuons à suivre la même marche, et la persévérance nous conduira, je l'espère, à des résultats plus satisfaisants.

Nous le répétons en terminant : améliorons la situation matérielle de la Corse, l'état moral du pays s'améliorera. Est-ce à dire que nous n'ayons aucune action sur les esprits, et que dans l'impossibilité de les éclairer nous devons nous borner à défricher des maki et à ouvrir des chemins à travers nos montagnes. Non, Messieurs, il est des moyens d'agir directement sur les mœurs d'une population. Nous entretenons aujourd'hui de nos vœux sur cet important sujet serait abuser de votre attention bienveillante. Mais nous avons besoin

de vous assurer que nos efforts pour enrichir la Corse ne sont point perdus, et que les réformes que nous ordonnons ont pour résultat de nous rapprocher de l'ordre plus élevé ; et si nous étachons au tant d'importance à la prospérité matérielle, ce n'est qu'en raison du perfectionnement moral qui doit en résulter. Nous appelons le travail et l'aisance à notre aide dans l'œuvre de civilisation qui nous est confiée, parce que le travail et l'aisance doivent améliorer les hommes. Mais nous n'entendons pas nous borner à attaquer le mal par ces vices indirectes. On peut, on doit remonter jusqu'à la source des préjugés funestes qui protègent parmi nous le crime après l'avoir fait commettre. Il faut que l'instruction, qu'une éducation essentiellement morale et religieuse, combatte de bonne heure dans le peuple des traditions barbares. Il faut que la force publique lutte de vigilance et de courage contre la perversité des malfaiteurs, et assure enfin aux honnêtes gens une protection efficace. Les hommes honorables spécialement chargés de répandre les sentiments religieux, l'instruction, la moralité, ne manqueront point à leur noble mission : soyez certains, Messieurs, que nous ne ferons pas défaut à la nôtre. Tout ce que nous avons de force et d'énergie sera employé à la remplir.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique.

M. Fraiche, licencié en sciences mathématiques, est nommé directeur de l'école Paoli, en remplacement de M. Arrighi appelé à d'autres fonctions. Il sera chargé, en outre des fonctions de directeur du cours de mathématiques.

M. Caron, bachelier ès-lettres, est nommé professeur de première année à l'école Paoli.

M. Bozi, régent de langue française au collège de Calvi, est nommé professeur de seconde année à l'école Paoli.

M. Damiani, chargé du cours de 3e année à l'école Paoli, est nommé professeur de 3e année à ladite école. M. Adriani, chargé du cours de littérature et d'histoire à l'école Paoli, est nommé professeur de littérature et d'histoire à la dite école.

M. Vauquelin, élève sortant de l'école Normale supérieure, bachelier ès-sciences mathématiques, est nommé professeur de physique, de chimie, de sciences naturelles et agricoles à l'école Paoli.

M. Cane, licencié en droit, est nommé professeur de droit administratif à l'école Paoli.

M. Denobili, chargé des fonctions de préparateur pour les cours de sciences à l'école Paoli, est nommé préparateur pour ces cours à la dite école.

Sont nommés membres de la commission administrative de l'école Paoli :

MM. le sous-préfet de Corte, président. Le maire de ladite ville.

Le président du tribunal civil. Le procureur du roi.

L'abbé Castelli, curé de Corte.

M. l'abbé Nascia est nommé aumônier du collège royal de Bastia, en remplacement de M. l'abbé Pantalacci, appelé à d'autres fonctions.

Par décision du 25 octobre dernier, M. Grimaldi, régent de 5e au collège d'Ajaccio, est chargée du suppléer M. Pé-dé-Arros, qui a obtenu, un congé de six mois, dans les fonctions de régent de philosophie audit collège.

On nous écrit de Sartene :

« Deux arrestations importantes viennent encore d'être faites dans notre arrondissement par la 1re compagnie de voltigeurs-corses, commandée par M. le capitaine Susini ; ces deux arrestations font le plus grand honneur aux militaires qui les ont opérées.

« Le nommé Caloni (Antoine), dit Leonzo, de la commune de Figari, prévenu d'assassinat, gardait la campagne depuis plusieurs années et par son adresse il était parvenu jusqu'ici à se soustraire aux démarches de la justice. Le sergent Quilichini qui commande le détachement de Bonifacio, était depuis longtemps sur les traces de ce criminel, il bravait fatigues et dangers persuadé que le vrai moyen de parvenir à dompter les bandits c'est de les harceler sans cesse. Enfin dans la soirée du 10 du courant, Quilichini aidé du caporal Casanova et des voltigeurs Mattei, Andrei, Marinetti et Quilichini s'embusquèrent près du pont de Ventileggi, sur la route royale de Bonifacio, le bandit qui devait le soir même s'embarquer pour la Sardaigne, vint à tomber dans l'embuscade où était placé le caporal Casanova, et ce n'est qu'à la prudence et au courage de ce caporal que l'on doit d'avoir pris vivant ce criminel.

La seconde arrestation a été opérée par les voltigeurs Vignani, Peroni et Andreani, sous les ordres de M. le lieutenant Colombani qui commande le détachement de Levie.

« Il était venu à la connaissance de cet officier que le nommé Cesari (Jean-Baptiste) de St-André de Talano, accusé de meurtre, séjournait dans les environs de San-Gavino, déjà cet accusé avait été l'objet de plusieurs assauts, enfin, cerné par les voltigeurs ci-dessus et serré de près, force lui fut de se rendre à discrétion.

« Nous sommes d'autant plus heureux de vous donner connaissance de ces faits, monsieur le rédacteur, que ces arrestations outre qu'elles produisent un effet moral très-utile sur l'esprit de nos populations, elles font le plus grand éloge à la prudence et au courage qui guide les voltigeurs dans leurs opérations, aussi notre satisfaction comme celle de tous les honnêtes gens leur est acquise. »

(Journal de la Corse.)

La Letizia est arrivée ce matin de Livourne avec un grand nombre de passagers. Le Comte de Paris est parti pour Marseille ; il a rencontré sur sa route le Télégraphe venant de Lerici qui lui a transmis des dépêches de S. A. R. le prince de Joinville et qui arrivent demain de très bonne heure à Marseille.

Le Télégraphe part ce soir pour Livourne et la Letizia pour Portofino. Nous aimons à constater l'activité que la compagnie Valéry imprime, malgré toutes les injustes contrariétés qu'on lui suscite, à nos relations avec les continents italiens et français, persuadés que les vrais amis de la Corse leur en tiendront compte.

La compagnie d'opéra-italien qui était attendue depuis longtemps de Livourne, est arrivée ce matin à bord de la Letizia. Elle vient dans un heureux moment, alors que les soirées commencent à devenir froides. Nous ne doutons pas que de nombreux auditeurs s'empressent d'assister aux représentations théâtrales qui vont incessamment commencer. On dit beaucoup de bien de cette troupe, qui répondrait ainsi à l'attente du public.

Abraham-Facha s'est rendu de Livourne à Pise, où l'on croit qu'il passera l'hiver dans un palais que le grand-duc de Toscane s'est empressé de mettre à sa disposition.

(Courrier de Livourne.)

Le comte Bresson, ambassadeur de France à Naples, s'est suicidé en se coupant la gorge avec un rasoir le 2 novembre. Le sang le tourmentait depuis quelques jours et il parait qu'il s'éprouvait une congestion cérébrale. Le 2 novembre revenant d'une soirée, à laquelle il avait assisté avec sa femme, il a commencé à ressentir les premiers symptômes du mal. Toutefois il refusa de se coucher et se retira dans son cabinet, où il mit fin à ses jours. (Idem.)

On écrit de Naples à la date du 1er novembre au Courrier de Livourne : le roi a commué la peine de mort pour crimes politiques en celle de dix ans de galère, et il a diminué le temps de ceux qui ont été condamnés à la même peine. On dit que c'est là un commencement d'amnistie.

Des démonstrations populaires ont eu lieu à Livourne et à Florence à l'occasion des réformes qui viennent d'avoir lieu dans le royaume de Sardaigne. Une foule considérable s'est portée dans les deux villes aux hôtels occupés par les ministres sardes. Là des discours ont été prononcés et ont été suivis des cris de vive Pie IX, Léopold II et Charles-Albert. Les autorités municipales ont pris part à ces démonstrations.

Le nombre des vaisseaux de l'escadre française à la Spezia augmente chaque jour. Le Marengo et le Diadème, vaisseaux de ligne, sont venus la rejoindre. Le reste de l'escadre est composé des vaisseaux le Souverain, le Friedland, l'Océan, le Jupiter et l'Iéna et des frégates à vapeur le Cacique, le Panama, l'Asmodée, le Vauban et le Descartes. (Patria.)

Le gouvernement milanais avait dernièrement refusé l'entrée de ses États au marquis Potenziani de Rome. Sur les réclamations du St-Siège, il vient d'obtenir amplex réparations et la permission de se rendre partout où il voudrait dans la Lombardie.

De grandes fêtes ont eu lieu à Turin, à l'occasion des réformes accordées par le roi. Le 3 novembre jour de son départ pour Gènes, toute la ville était sur pied et se pressait au milieu des cris du plus vif enthousiasme sur la route du roi. Ce dernier s'est rendu à cheval du palais jusqu'au pont suspendu, en dehors de Turin, endroit où il est entré en voiture. Par une réception

lui a été faite à Gènes, où l'autorité municipale s'était mise elle-même à la tête de ces démonstrations.

La S. A. R. de Rome annonce que le gouvernement anglais a demandé au roi de Naples le rappel du général Laudi, son alter ego de Sicile, lui reprochant d'avoir ouvert la correspondance anglaise transportée par Messine à Malte.

Le duc de Modène s'est emparé par la force du canton de Fivizzano. Les habitants qui voulaient d'abord résister se sont soumis devant des forces supérieures.

Le duc de Modène a fait prendre possession du canton de Fivizzano, sans s'être entendu à cet effet, comme il s'y était engagé, avec la Toscane. Le peuple était préparé à la résistance ; mais le 5 les troupes modénaises qui arrivèrent, affirmèrent qu'elles n'étaient que de passage. Le peuple trompé, se relâcha de ses précautions et les troupes prirent peu à peu tous les postes. Le 7 octobre le capitaine Guerra de Modène ordonna à ses soldats d'arrêter un sergent de carabiniers toscans. A cette nouvelle le peuple réclama vivement sa liberté. Le capitaine Guerra ordonna à ses soldats de faire feu : un individu fut tué, un autre blessé mortellement et plusieurs autres gravement blessés. Tous les habitants se sont alors armés et une mêlée s'est engagée entre eux et les troupes modénaises. Le combat dura encore au départ d'un message envoyé de Fivizzano à Florence. A cette nouvelle les habitants de Pietrasanta s'étaient eux aussi armés et se disposaient d'aller au secours de ceux de Fivizzano. Le grand duc de Toscane a protesté avec énergie, contre les mains du duc de Modène, contre l'occupation de Fivizzano. La protestation sera adressée aux puissances signataires des traités de 1815.

Le roi de Sardaigne a nommé les membres de la nouvelle cour de cassation qu'il vient d'établir. Les commissions de censure ou d'examen pour la publication des journaux, viennent également d'être instituées.

Le 3 novembre ont été signés à Turin entre les plénipotentiaires de la Sardaigne, de la Toscane et des États de l'Eglise, les articles de l'association douanière entre les trois États.

Le roi de Sardaigne a promis, à Gènes, le jour de son arrivée, le rappel de tous les exilés.

Un correspondant de la Patrie de Florence lui donne les détails suivants sur la mort du comte Bresson.

« Arrivé à Naples depuis plusieurs jours, M. Bresson n'avait été présenté au roi que cinq jours après son arrivée. Le 2 novembre il reçut la visite du corps diplomatique. Le soir il se rendit au théâtre S. Carlo, où il causa toute la soirée avec les personnes qui étaient dans sa loge. Rentré chez lui, il se rendit dans son cabinet, écrivit une lettre, se leva et ôtant sa cravatte, il se coupa la gorge avec un rasoir. Il tomba mort, sa femme l'attendait dans sa chambre et voyant qu'il tardait à venir, elle alla le chercher. A peine eut-elle ouvert le cabinet qu'elle vit son mari étendu sans mouvement et ne donnant aucun signe de vie. Deux médecins ont été appelés et après avoir lu une lettre dans laquelle le comte Bresson annonçait qu'il se donnait la mort, ils ont dressé procès verbal de son décès. »

NOUVELLES DIVERSES.

S. A. R. Mgr le duc d'Aumale est parti jeudi matin à du courant, pour aller visiter Bidah, les travaux de la route de la Chiffa, Médéah et Koldah.

MM. le lieutenant-général Changarnier, commandant la division d'Alger, et Boselli, directeur des affaires civiles de la province, sont partis en même temps que le prince, qui est d'ailleurs accompagné de MM. le colonel de Beaufort, son premier aide-de-camp ; le capitaine Wauber de Genlis, son officier d'ordonnance, et Rousseau, son interprète principal.

Le prince, gouverneur-général, sera probablement de retour à Alger dans la journée du 8.

Le vapeur le Saint-Georges, arrivé hier de Naples, a malheureusement confirmé la douloureuse nouvelle que nous avons publiée dans notre dernier numéro au sujet de la mort de M. le comte Bresson.

Cet illustre diplomate, qui n'était arrivé à Naples que depuis quelques jours, a été trouvé mort dans son lit, le 2 à 2 heures du matin, ayant la gorge coupée, ainsi que nous l'avons dit hier. Un horrible mystère plane sur ce sinistre événement : mille bruits ont été répandus dans le public napolitain. On a dit que la mort de M. Bresson était le résultat d'un suicide causé par un accès d'aliénation mentale ; d'autres ont prétendu que ce suicide avait eu pour motifs des chagrins domestiques. Il nous est impossible d'assigner le degré de vraisemblance que peuvent avoir ces deux versions ; mais, malgré nous, nous ne pouvons chasser de notre esprit l'affreuse idée que notre célèbre et regrettable ambassadeur aurait bien avoir été victime d'un assassinat.

« Espérons que les ténèbres qui enveloppent encore ce tragique événement seront bientôt dissipées, et que nous saurons enfin si la mort de M. le comte Bresson est l'œuvre d'un accès de démence ou de dévotion, ou bien le produit d'un odieux attentat. (Nouvelles.)

— Nous lions dans l'Opinion.

« La mort de M. le comte Bresson a été l'objet de ses sympathies, en mettant à sa disposition six mille fusils qu'il lui avait demandés pour l'armement de la garde civique de Bologne. Le délégué romain, chargé de cette négociation, vient d'arriver à Marseille. On ces armes doivent être embarquées par ses soins sur l'un des paquebots faisant le service des côtes de l'Italie. Le gouvernement français s'est empressé, non seulement de livrer au gouvernement de Pie IX six mille fusils à percussion, mais il lui a offert encore de lui en livrer cinquante mille immédiatement, si ce nombre pouvait lui être agréable, en lui accordant tout le délai qu'il pourrait désirer pour le paiement. En outre, il a joint à cet envoi une grande quantité de capsules et de munitions de guerre qui seront également embarquées à Marseille. Nous ajouterons que le ministère, ne faisant pas de cette affaire un objet de spéculation, mais uniquement de sympathie, a traité avec le délégué romain sur le pied de 25 francs par fusil, comme il l'avait fait précédemment pour ceux qu'il avait envoyés à Rome, c'est-à-dire à peu près au prix de fabrication.

« Au moment où nous écrivons, on nous apprend que, sur une nouvelle demande du gouvernement pontifical, M. Guizot s'est empressé de livrer le nombre de fusils nécessaires pour l'armement de la garde civique d'Ancone. La source où nous avons puisé les détails qui précèdent, nous permet d'en garantir, de la manière la plus formelle, la rigoureuse exactitude. Voilà des faits qui répondent éloquentement à toutes les absurdes calomnies que les ennemis du cabinet ont répandues dans le but d'accréditer dans l'opinion qu'il était hostile aux admirables réformes, à l'aide desquelles l'illustre Pie IX préside à la régénération italienne. Or, pour détruire l'effet malheureusement produit des deux côtés des Alpes par ces calomnies, on ne saurait donner trop de publicité au concours légal que notre gouvernement ne cesse de prêter à la cour pontificale. (Nouvelles.)

« Nous pouvons donner comme certain que l'ordre vient d'être transmis à l'administration des paquebots-postes qui font le service de la correspondance d'Italie, de transporter, sans aucune rétribution, les fusils et munitions fournis par la France, et destinés à l'armement des gardes civiques des États-Romains. Nous avons été nous-mêmes témoins de la profonde satisfaction des commissaires romains et de la gratitude qu'ils professent hautement pour les bons procédés et les facilités de tout genre qu'ils ont rencontrés auprès de notre gouvernement dans le cours de leur mission. Ces faits viennent encore confirmer les assurances que nous émettions hier sur la sympathie du gouvernement pour la cause italienne. Cette sympathie, pour être peu bruyante, n'en est pas moins sincère et efficace, et ne saurait plus être mise en doute. Que l'opinion choisisse un autre texte à ses déclamations, et nous ne doutons pas qu'elle ne le trouve bientôt ; mais la presse italienne finira bien par discerner ses vrais amis, et saura faire la part de ces brouillons politiques qui poussent au désordre et à l'anarchie. (Nouvelles.)

ORAN, le 29 octobre. — La province continue à être dans un calme parfait. Tous les impôts y sont réglés depuis longtemps avec les indigènes. La prospérité actuelle trouve déjà son expression dans une augmentation de recettes. On sait que l'impôt arabe se résume dans un prélèvement proportionnel sur le produit de chaque année, tant en céréales qu'en troupeaux. Par ce système équitable, les années les plus fécondes et celles qui le sont le moins correspondent à un impôt qui, du maximum, peut s'abaisser jusqu'à un dégrèvement complet. C'est ainsi qu'une sage modération préside en tout temps à la branche principale de l'administration du pays arabe.

Enfin il paraît bien positif que Muley-Abd-er-Rahman est à Fez. Quelques mouvements de troupes auraient été ordonnés à la suite de son arrivée. Jusqu'à présent, il est impossible de leur assigner un rôle bien défini, et l'on serait même tenté de voir dans ces mouvements une intention d'intimider l'Emir plutôt que la bonne volonté de marcher à lui. En ce qui le concerne, toujours établi : Casbat-Zelouan, il y paraît très-confiant dans sa fortune, et ses réguliers, que la guerre qu'ils ont faite contre nous avec tant de persévérance, a habitués à des combats sérieux et meurtriers, partagent la confiance de leur maître, vis-à-vis de leurs nouveaux adversaires.

Sur ces entre-faites, le caïd d'Oudjda vient de recevoir un successeur. Les événements accomplis à la frontière depuis quelques années ont singulièrement diminué l'importance de ce personnage. On n'a pas oublié l'influence qu'il exerça lors de la rupture qui amena la bataille d'Isly. Aujourd'hui, le caïd d'Oudjda, lors-

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 14 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 23 NOVEMBRE.

Tentative de meurtre.

La cour d'assises du quatrième trimestre 1847 est entrée en séance aujourd'hui vers les onze heures du matin. Ferali Antoine-François de la commune de St-André était accusé d'avoir, le 26 août 1846, tenté de donner la mort à Baldacci Antoine dans les circonstances suivantes : Au mois de décembre 1835, un coup de fusil avait été tiré sur l'accusé qui heureusement n'avait pas été atteint. Baldacci fut soupçonné d'avoir été l'auteur de cette tentative d'homicide. Une mésintelligence très vive existait depuis cette époque entre Baldacci et l'accusé. Dans la journée du 26 août 1847, Baldacci passait audacieusement devant le seuil de la porte de la maison de l'accusé. Celui-ci fit à son adversaire de vives remontrances auxquelles Baldacci répondit par les propos les plus injurieux. Ferali prit alors son fusil et le dirigea du côté de Baldacci qui avait de son côté sorti un pistolet de sa poche. Un coup de feu fut tiré par Ferali contre Baldacci qui se réfugia dans une maison voisine sans éprouver aucune atteinte. L'accusé soutenait pour sa justification que son coup de feu était parti involontairement au moment où des personnes accourues sur les lieux s'efforçaient de le retenir.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Poli a développé le système de défense.

Déclaré coupable de tentative de meurtre avec provocation violente et circonstances atténuantes, Ferali a été condamné à une année d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Le nommé Natali Toussaint de la commune de Sarola s'était rendu coupable d'une tentative de meurtre sur la personne de Marcel Severini qui servait en qualité de domestique dans la maison de l'accusé Simon Brando Germani de la même commune. Des menaces étaient proférées par Natali pendant qu'il gardait la campagne. La famille Germani ayant appris qu'il s'était réfugié dans une maison de la commune, le 2 février 1847, avertit aussitôt la gendarmerie pour parvenir à l'arrestation de ce contumax. En attendant l'arrivée de la force armée, la maison en question était cernée par Simon Brando Germani et par un autre de ses parents. Natali, averti des dispositions de la famille Germani s'empressa de fuir par une fenêtre du premier étage. Simon Brando Germani l'apercevant, lui cria d'arrêter et déchargea son fusil contre lui sans l'atteindre. Natali put alors reprendre la fuite sans obstacle. L'accusé a soutenu dans sa défense qu'il n'avait pas eu l'intention de tuer son adversaire mais seulement de lui faire peur afin de donner le temps à la gendarmerie d'arriver pour l'arrêter.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. La justification de Germani a été présentée par M. Giordani. Reconnu coupable de tentative d'homicide avec provocation violente et circonstances atténuantes, Germani a été condamné à huit mois de prison.

AUDIENCE DU 21 NOVEMBRE.

Meurtre.

L'accusé Mari Simon de la commune de Sorio est traduit devant les assises pour avoir, le 9 mai 1847, donné volontairement la mort au moyen d'un coup de fusil au malheureux Ange-Paul Casanova de la commune de San Gavino. Des discussions relativement au partage d'un troupeau de brebis existaient entre l'accusé et Pierre Antonetti son beau-frère. Une transaction intervenue entre eux avait déterminé les bases de leurs prétentions respectives. Le 9 mai 1847, Mari Simon accompagné de son beau-frère Cruciani qui était inté-

ressé dans la contestation, se rendirent armés de leurs fusils, au lieu où se trouvait le troupeau en question, et s'emparèrent du bétail qui leur revenait en vertu de l'acte de transaction qu'ils avaient souscrit. Antonetti Pierre, leur beau-frère, secondé par son beau-père Casanova Ange-Paul s'opposèrent à la saisie des brebis dont Mari et Cruciani voulaient s'emparer. Une vive altercation s'éleva entre eux. Casanova armé d'un bâton menaça d'en faire usage contre les beaux-frères de son gendre. A la suite de ces menaces, Casanova lança des pierres contre Cruciani et Mari qui ripostèrent aussitôt par un coup de fusil dont le projectile donna la mort à l'infortuné Casanova.

M. Sigaudy, repoussant l'excuse de la provocation violente, a présenté l'accusation. M. Caraffa défenseur de l'accusé a plaidé l'excuse de la provocation violente.

Déclaré coupable par le jury d'homicide volontaire à la suite de provocation violente, Mari Simon a été condamné à cinq années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Incendie et blessures graves.

Un jeune homme de dix-huit ans paraissait devant le jury sous le poids d'une inculpation qui semblait avoir de la gravité et que les débats ont considérablement simplifiée. La commune de San Gavino avait vendu à différents individus l'écorce d'une certaine quantité de chênes-verts. Les acheteurs avaient cru pouvoir s'emparer des arbres eux-mêmes pour en faire des charbons. Les habitants de San Gavino firent des menaces, aux ouvriers italiens qui s'étaient chargés de cette opération pour le compte des acheteurs. Le 2 mai 1847, trois jeunes gens pour intimider les ouvriers qui voulaient abattre les chênes-verts, leur déclarèrent qu'ils allaient mettre le feu à leur cabanne. Le nommé Menchi Jacques chef de ces ouvriers sortit de sa hutte un pistolet à la main pour repousser ces trois jeunes gens et pour éteindre le feu. Au même instant un coup de fusil chargé à petits plombs fut dirigé contre Menchi qui en fut légèrement blessé. Menchi déclare n'avoir point reconnu ces trois individus, et bien qu'aucun témoin oculaire ne soit venu attester la culpabilité de l'accusé Graziani Thomas, la voix publique l'a désigné comme tel à la justice. Ses deux autres co-accusés avaient été renvoyés de la plainte faute de charges suffisantes.

M. Sigaudy, avocat-général, a conclu à la condamnation de l'accusé sur la question des blessures; quant au crime d'incendie, il s'en est rapporté à la sagesse du jury. M. Caraffa a présenté la défense de l'accusé. Déclaré coupable de blessures légères à la suite de provocation violente, Graziani a été condamné à six mois de prisons.

AUDIENCE DU 25 NOVEMBRE.

Vol.

Un triste spectacle se produisait en ce jour devant la cour d'assises. Sur la sellette des accusés, à côté du nommé Olivo Solimeno sujet italien et de la femme Elia Agathe Simonini, sa concubine, était également assise une toute jeune fille qui de bonne heure a été malheureusement plongée dans la débauche. Olivo Solimeno et Elia Agathe exploitaient ensemble un cabaret qu'ils tenaient dans la ville de Bastia près de la place Saint-Nicolas. Un portefaix, le nommé Lucca François, allait souvent dans ce cabaret, attiré par la physionomie intéressante de la petite fille Simonini que Solimeno et Agathe entretenaient dans leur maison. Lucca était possesseur d'une somme de douze cents francs. Un jour après avoir passé la nuit avec la petite fille Simonini, il fut fortement surpris en rentrant chez lui de trouver sa porte ouverte et son coffre-fort entièrement vide, ses soupçons se portèrent sur les cabaretiers qui avaient fait peu de jours après des dépenses considérables. D'ailleurs Solimeno avait été vu dans la nuit

du crime et vers une heure du matin dans une des rues de la ville de Bastia. Les trois accusés étaient traduits pour ce fait devant les assises.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Montero a présenté la défense. Les accusés déniaient complètement d'être les auteurs de ce crime; mais les jurés convaincus par les preuves qui surgissaient contre Solimeno et Elia Agathe ont rendu contre les cabaretiers un verdict de culpabilité. Solimeno a été condamné à sept années de réclusion et Elia Agathe, en faveur de laquelle il a été admis des circonstances atténuantes, a été condamnée à trois années de prison. Quant à la malheureuse fille Simonini elle a été acquittée. Le jury l'a sagement prise en pitié à cause de son âge dont on a si déplorablement exploité la faiblesse.

AUDIENCE DU 26 NOVEMBRE.

Viol.

Une jeune fille de vingt ans de la commune de Belgodere, la nommée Orsini Marie avait porté plainte contre l'accusé Giorgi Jean-Baptiste qui, dans la journée du 26 mai 1847 avait assouvi sur elle avec violence sa brutale passion. Accompagnée de sa vieille mère, la fille Orsini s'était rendue à la campagne pour y ramasser un fagot de bois. Elles avaient été rejointes par Giorgi Jean-Baptiste qui les avait amicalement saluées et qui ne leur avait inspiré aucune crainte à cause de sa position d'homme marié et de père de famille. La mère de Marie, pressée d'aller recueillir de l'argent dans une propriété voisine, avait laissé sa fille occupée à ramasser son bois. L'accusé qui avait d'abord fait semblant de suivre son chemin revint bientôt après sur les traces de la jeune Marie, et quand il se vit seul avec elle il la renversa par terre. Marie épouvantée tomba en défaillance. L'accusé suspendit un instant ses violences; mais lorsque la jeune fille fut revenue de son évanouissement il se jeta de nouveau sur elle et accomplit ses sinistres desseins. La jeune plaignante poussée sans doute par cette poudure naturelle à son sexe revient aujourd'hui sur sa première déclaration et soutient que l'accusé ne s'est rendu coupable que d'une simple tentative, et qu'elle a eu heureusement assez de force pour repousser sa brutale agression. La position de Giorgi se trouve encore malheureusement aggravée par un autre crime. Le ministre public lui reproche d'avoir, le 26 juillet 1846, extorqué, d'un marchand colporteur, une signature opérant en sa faveur la décharge de trois cents francs.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani était chargé de la défense de l'accusé. Reconnu coupable de simple tentative de viol et de l'autre crime qui lui était imputé, Giorgi a été condamné cinq années de travaux forcés.

AUDIENCE DU 28 NOVEMBRE.

Présidence de M. le Conseiller Juchereau de St-Denis.

Blessures graves.

Dans la journée du 1^{er} juillet 1847, une rixe s'était élevée dans la commune de Carchetto entre les nommés Joseph et Louis frères Donsimoni d'un côté, et Xavier Ciavaldini, de l'autre. Les frères Donsimoni avaient extrait quelques pierres d'une maison en ruine qui leur appartenait et avec lesquelles ils se disposaient à faire bâtir un escalier extérieur à leur maison d'habitation. Xavier Ciavaldini leur contesta la propriété de ces pierres. Une altercation s'éleva entre eux. Ciavaldini fit à ses adversaires un geste injurieux auquel ils répondirent par le même outrage. Au même instant Ciavaldini lança des pierres contre Louis Donsimoni. Celui-ci en est grièvement blessé, et c'est principalement à raison de cette blessure que l'accusé Ciavaldini paraît devant le jury. Il résulte également que l'accusé aurait donné un léger coup de couteau à Louis Donsimoni qui avait répondu à cette attaque en lançant également des pierres.

qu'il sort de ces fonctions, ce est réduit à fait de nous, pour éviter qu'il ne lui soit fait un mauvais parti sur sa route. En pareil cas, l'avant-dernier eût remplacé tombé dans un guet-apens et y fut blessé; celui-ci a été obligé de contribuer pour obtenir son passage. Est-il possible, avec des éléments de population ainsi disposés de penser que la diplomatie, ou une action plus directe, amènerait des résultats définis dans la question? Nous n'avons rien aujourd'hui à ajouter à ces détails sur lesquels d'ailleurs nous sommes maintes fois revenus. Nous suivons les événements par tous les moyens en notre pouvoir, et il ne dépendra pas de nous que l'opinion publique ne soit toujours éclairée sur un état de choses qui intéresse à un si haut point l'avenir de la province, dans l'œuvre qui s'y accomplit.

[ECHO d'ORAN.]

— Le *Moniteur* publie le tableau comparatif des marchandises importées et exportées pendant les neuf premiers mois de 1847, 1846 et 1845 :

Importations. — Il a été perçu pour les droits pendant cette période de 1847, 99,467,280 fr. Le chiffre des droits perçus avait été de 114,394,806 en 1846 et de 113,292,132 en 1845.

Cette diminution des droits pour 1847 a lieu principalement sur les articles suivants :

	9 mois de 1847.	de 1846.	de 1845.
Céréales,	2,777,993 fr.	8,229,637	3,040,326
Cotons en laines, . . .	7,474,915	31,402,244	10,486,688
Fils de lin et de chanv.	1,111,633	2,137,373	3,519,900
Diverses,	13,302,466	18,292,543	17,818,999

D'un autre côté, il y a eu augmentation sur quelques articles, comme

Sur la fonte brute, . .	4,017,334	3,536,471	2,327,941
Sur la houille,	3,812,690	3,692,888	3,688,721
Sur le sucre des colonies françaises, . .	31,827,383	28,327,779	31,667,638

Exportations. — Il a été exporté :

	1847.	1846.	1845.
En vins. Comm. gén., .	1,178,804 h.	991,693 h.	1,093,388 h.
spécial,	1,170,515	978,309	1,084,317
En céréales. Comm. g., .	1,462,367 q.	1,170,123 q.	778,915 q.
spécial,	100,963	253,253	338,393
Machines et mécaniq.			
Commerce général, . .	3,240,044 fr.	3,036,816 fr.	2,936,273 fr.
spécial,	3,019,070	3,036,035	2,890,773

— Les nouvelles du Liban sont favorables; l'intervention de la France dans l'affaire des deux calimacans et l'envoi par M. Guizot de deux commissaires pour protéger les intérêts des chrétiens, ont produit un excellent effet. Il paraît que le nouveau gouverneur de la Syrie est tout disposé à s'entendre avec le cabinet des Tuileries dans le but de terminer cette longue et sanglante querelle du Liban.

A Athènes, le gouvernement persévère dans la politique énergique et nationale de Coletti. La chambre des députés est animée des meilleurs sentiments, mais, dans le sénat, il existe une opposition formidable qui s'est vue renforcée par une scission opérée dans le parti conservateur, à l'instigation de quelques mécontents qui aspiraient à l'héritage de l'homme d'état éminent que pleure la Grèce. Grâce à ce concours inopiné, l'opposition est parvenue à obtenir la majorité dans la commission de l'adresse. Conservera-t-elle le même avantage dans la discussion? cela paraît peu vraisemblable; dans tous les cas les débats seront des plus orageux.

— La *Bilancia* fait mention des conseils paternels donnés par l'empereur d'Autriche au roi de Naples. Ce fait résulterait principalement d'une série d'articles publiés par la Gazette Officielle de Venise, et on ne serait pas éloigné d'y ajouter foi. L'empereur d'Autriche serait-il plus sage ou plus libéral que le roi de Naples?

— Le *Quotidiano*, de Rome, se dit assez bien informé pour assurer que, malgré le calme apparent qui résulte dans les Abruzzes de la compression armée, l'irritation est excessive. Un certain mécontentement se ferait remarquer même parmi la troupe. Le mouvement pourrait bien recommencer à la première occasion.

LIBRAIRIE FABIANI A BASTIA.

NOUVEAU MANUEL COMPLET

DES

PONTS-ET-CHAUSSEES

1 gros volume in-18 fr. 4.

A 50 centimes l'un :

Pour 1848.

ALMANACH COMIQUE,

Pittoresque, drôlatique, amusant et charivarique, 1 vol. de 192 pag., illustré de très-jolies vignettes.

ALMANACH POPULAIRE, de la France, par des députés et des journalistes, 1 vol. de 144 pages, orné de jolies vignettes.

ALMANACH PROPHÉTIQUE, 1 vol. in-32, illustré de vignettes.

ALMANACH PHALANSTÉRIEN, 1 vol. in-16, illustré de vignettes.

ALMANACH DE FRANCE, 1 vol. in-16.

ALMANACH DU MARIN ET DE LA FRANCE MARITIME, 1 vol. in-16.

ALMANACH IMPÉRIAL, PAR ÉMILE MARCO DE ST-HILAIRE.

ALMANACHS LIÉGEOIS.

Le Astrologue universel.
Le Vénédique.
Les Souvenirs d'un Grand Homme.
Le Vénérable double Liégeois.
Le Triple Liégeois.
Le Nouveau double Liégeois.
Le Villageois.
Le Petit Liégeois.

A 75 centimes :

ALMANACH DE L'ILLUSTRATION, grand in-4° doré sur tranche et illustré de magnifiques gravures (tirées avec un très-grand soin.)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

ADJUDICATION à titre de bail à ferme des biens communaux de la ville de Bastia, ci-après indiqués, avec les mises à prix ainsi qu'il suit :

SAVOIR :

Le Pineto, étendue de terres en friche près l'étang à fr. 2,000 par an.
Maison avec boutique à » 240 »

Le maire de la ville de Bastia, donne avis que l'adjudication de ces biens pour les années 1848, 1849 et 1850 aura lieu le lundi 29 novembre courant, à midi en l'hôtel de ville.

Les concurrents devront enchérir sur les sommes ci-dessus fixées. Ils pourront prendre connaissance au secrétariat de la mairie des cahiers des charges relatifs aux dites adjudications, tous les jours, le dimanche excepté, depuis 11 heures du matin jusqu'à 4 du soir.

Fait à Bastia, en l'hôtel-de-ville, le 11 novembre 1847.

Le Maire,

A. S. LAZAROTTI.

Le proviseur du collège royal de Bastia donne avis que la fourniture du pain, du vin, de la viande, des souliers, des chapeaux et des habits, nécessaire à la consommation ou à l'entretien des élèves internes, à partir du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre 1848, est mise en adjudication.

Chacune de ces fournitures sera adjugée au rabais sur soumission cachetée, par la commission administrative du collège royal.

L'adjudication aura lieu le jeudi 16 décembre 1847, à midi, dans la salle des conférences du collège royal.

Le cahier des charges sera déposé, jusqu'au jour de l'adjudication, au bureau de l'économat du collège, où l'on pourra en prendre connaissance, de 9 à 11 heures du matin et de 2 à 4 du soir.

Bastia, le 11 novembre 1847.

Le Proviseur,

TH. DURIEX.

MM. ANGE GENERO PÈRE et FILS ont l'honneur de prévenir le public qu'ils viennent d'arriver de Paris avec un assortiment complet d'objets de nouveautés,

modas, schales, écharpes, manteaux, soieries, braderies, lainage, etc.

Les personnes qui voudront bien les honorer obtiendront ces objets de choix à des prix modérés.

Ses magasins sont sis Rue St-Jean, en face de l'église, à Bastia.

Madame BADUEL, née Gèbarb, Maitresse de Piano et de chant à Paris, a l'honneur d'informer les familles de la ville de Bastia, qu'étant venue se fixer en Corse, elle est dans l'intention de donner des leçons aux jeunes personnes et qu'elle s'efforcera de mériter la confiance et la satisfaction des mères qui voudront bien la faire appeler.

Son domicile provisoire est rue du Môle au rez de chaussée.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Portotortres, 4 novembre, bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Sunderland, 4 id. brick Providence, de 130 tx, c. Riao, houille.

Naples, 4 id. balancelle St Philippe, de 39 tx, c. Godino, en lest.

De la plage, 4 id. mistick St V. Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, planches.

De la plage, 4 id. brick-goël. Corse, de 49 tx, c. Marinetti, bois.

Livourne, 5 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, pass.

Newcastle, 5 id. trois mâts Mazeppa, de 226 tx, c. Rouard, houille.

Lerici, 6 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti pass.

De la plage, 7 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Ersa, foin.

De la plage, 7 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, bois.

Ajaccio, 7 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Marseille, Calvi, 8 id. brick-goël. Ville de Calvi, de 70 tx, c. Paoli, diverses.

Naples, 8 id. balanc. St François, de 42 tx, c. Mattareso, en lest.

Livourne, 9 id. bat. à vap. M. Sebastiani, c. Sisco, passagers.

Rio, 9 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.

Marseille, 10 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Marseille, 11 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieut. de vais. dépêches et passagers.

Du Cap Corse 4 gondoles chargées de vin.

DÉPARTS.

Livourne, 4 novembre, brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

Marseille, 4 id. brick-goël. Constance, de 39 tx, c. Bonerandi, marbres.

Ajaccio, 5 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Marseille, 5 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Marseille, 5 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc lieut. de vais. dépêches et pass.

Naples, 5 id. balancelle St Henri, de 39 tx, c. Caricioli, anguilles.

Rio, 5 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, en lest.

Livourne, 5 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, pass.

Naples, 6 id. balancelle St Philippe, de 39 tx, c. Godino, anguilles.

Lerici, 6 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti.

Civittavecchia, 6 id. balancelle Jeune-Cléante, de 21 tx, c. Petit, en lest.

Livourne, 10 id. mistick Miséricorde, de 44 tx, c. Gabrielli, en lest.

Gènes, 10 id. mistick St V. Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, planches.

Livourne, 10 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ESPRIT ETHÉRE DE FOURMIS,

5 FR. LE FLACON (Méthode Comique alcoolisée) dissipe à l'instant les migraines, névralgies et douleurs rhumatismales. A la pharmacie Dubat, à Paris; Dépôt à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^{te}.

(8161).